

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

Les divers camps s'accusent mutuellement de torpiller la politique syrienne

Beyrouth. — Les bombardements continuent entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth et leurs prolongements vers le nord et le sud-est pour le premier, vers le sud et le sud-est pour le second, défontiels durant la nuit de lundi 19 au mardi 20 août, se sont relativement ralentis durant la journée. Néanmoins, les duels d'artillerie ont été omniprésents, et cette journée a été marquée par un nouvel attentat à la voiture piégée — un de plus, le cinquième en moins d'une semaine — particulièrement pervers dans son élaboration, perpétré à Tripoli, seconde ville du pays et foyer de l'intégrisme musulman sunnite (notre dernière édition du 21 août).

Trois minutes avant que n'explose la voiture piégée dans le quartier d'Abou-Samra, un des fiefs du Mouvement de l'Unité islamique (MUI) du cheikh Saïd Chasabane, mardi à midi, un bâton de dynamite avait été lancé d'une voiture en marche, à 20 mètres de là. C'est donc une foule attirée par la petite et inefficace première explosion qui a été fauchée par la seconde, gigantesque et redoutable.

Une fois de plus, la mort et la désolation étaient au rendez-vous : corps mutilés et carbonisés, grands blessés handicapés à vie, incendies, voitures réduites à l'état de ferraille, appartements ravagés, survivants hébétés, à l'image de toute la population libanaise habituée à encaisser les coups durs mais qui ne s'attendait pas à en subir tant en quelques jours, et si difficiles à interpréter dans leur portée politique.

L'attentat de Tripoli a fait entre trente-cinq et quarante-cinq morts et cent à cent vingt blessés, les chiffres variant selon les sources. A Beyrouth, plus exactement dans les deux Beyrouth et leurs prolongements, ce sont trente et un morts et cent vingt et un blessés qui ont été

De notre correspondant
dénombés, de lundi soir à mardi soir.
Mercredi matin, deux morts et un blessé (trois femmes) étaient signalés en secteur chrétien, mais d'autres victimes sont sûrement tombées durant la nuit, le canon n'ayant cessé de tonner, à cela près que le rythme était nettement moins que la veille.

Un calme précaire

En fait, c'est à Beyrouth que le duel d'artillerie s'est apaisé, pas dans le reste des deux secteurs ennemis. C'est d'ailleurs la caractéristique des bombardements de lundi et mardi d'avoir plutôt visé l'arrière-pays que la capitale. Particulièrement l'arrière-pays chrétien qui, au fil des années de guerre, avait fait office de refuge plus ou moins sûr, où tombait certes de temps en temps un obus, mais rien de vraiment grave. A leur grand étonnement, les habitants d'Achrafieh (Beyrouth-Est) ont constaté qu'ils étaient cette fois moins bombardés que ceux de la ville côtière de Jounieh et des villages du Keronan, du Motn, et même de Jbeil (Byblos), parfois distants de 40 kilomètres de Beyrouth-Ouest, et qui, jusqu'ici, avaient échappé aux affres du pillage d'artillerie. En face, la banlieue sud chiite et la montagne druze, copieusement « arrosées » de leur côté, sont au contraire rompues aux vicissitudes de la guerre, notamment aux bombardements.

Le radio phalangiste annonce que deux mille obus et fusées ont été décomptés lundi et mardi en secteur chrétien, énumérant plus de trente villages bombardés en dehors de Beyrouth, estimant à 100 millions de livres (50 millions de francs) la valeur de ce déluge d'engins de mort.

Une comptabilité similaire n'a pas été diffusée par le camp musulman, mais les chiffres devraient être voisins. Même en tenant compte de l'exagération inhérente à ce genre d'informations, elles situent l'ampleur, notamment géographique, des bombardements de ces deux dernières jours.

Depuis 7 heures du matin, mercredi, un calme précaire règne, mais pas moins de dix cessez-le-feu, en trente et une heures, ont été rompus, et la pause n'est rien moins qu'illusoire. Faisant assaut de loyauté à l'égard de Damas, chaque camp accuse l'autre de pèche démasquée, torpillant la politique syrienne en Liban et les tentatives d'instaurer un dialogue interlibanais en vue d'une solution solide de la crise.

Il est à présent question que se réunisse le gouvernement libanais — ou l'entente qui en tient lieu : un conseil limité aux seuls ministres musulmans s'est tenu à Beyrouth-Ouest et a décidé que ceux-ci participeraient à un conseil élargi, jeudi, en secteur chrétien, mais à l'exclusion des deux principales personnalités concernées, MM. Berri et Jomblatt, ce dernier étant d'ailleurs en « grandes vacances » pour plusieurs semaines en Europe et en Union soviétique. Ce conseil des ministres pourrait faire appel à des « observateurs » syriens pour l'ensemble du Grand-Beyrouth. Ceux-ci se trouvent déjà en secteur musulman, mais pas en secteur chrétien.

LUCIEN GEORGE.

Libération du délégué de la Croix-Rouge enlevé. — M. Stéphane Jacquemont, représentant la Croix-Rouge internationale, qui avait été enlevé par des hommes armés à Y a trois jours, dans le sud du Liban (le Monde du 21 août), a été libéré sain et sauf au cours de la nuit de mardi à mercredi, à Tyr. — (AP.)

Egypte

Les autorités disposent de peu d'informations sur les assassins du diplomate israélien

Le Caire. — Vingt-quatre heures après l'assassinat, mardi 20 août, de l'attaché administratif de l'ambassade d'Israël au Caire, M. Albert Trakchi, on ignore encore tout de l'identité des agresseurs (1). Les informations disponibles sont en effet fort maigres puisque nul n'a assisté directement à l'attentat, sauf les trois victimes, dont une seule M^{me} Mazal Mencha, fonctionnaire à l'ambassade israélienne a été en état de parler.

Selon les divers témoignages recueillis après l'attentat, la fusillade a eu lieu à 8 h 30 du matin.

De notre correspondant

M. Trakchi accompagné de sa femme, et d'une fonctionnaire israélienne de l'ambassade, se rendait en voiture à son bureau. Selon M^{me} Mencha, une Fiat de couleur foncée a soudain fait une queue de poisson à leur véhicule, l'obligeant à s'arrêter. Un des trois occupants de la Fiat a sauté de la voiture et a tiré plusieurs rafales de mitrailleuse sur les Israéliens. (La police a retrouvé quinze douilles et deux balles intactes près du véhicule des victimes).

Les agresseurs ont aussitôt pris la fuite et ont disparu dans le dédale des rues du quartier résidentiel de Médi où habitent la majorité des membres de la mission diplomatique israélienne. M. Trakchi est mort sur le coup, tandis que sa femme, qui occupait le siège avant, est grièvement blessée. M^{me} Mencha, qui était assise sur la banquette arrière, a été atteinte d'une balle à l'épaule. Les blessés ont été transportés à l'hôpital voisin d'El Salam, où M^{me} Trakchi a été opérée d'une balle à la cuisse gauche, mais les chirurgiens ne sont pas parvenus à extraire un projectile enfoncé dans la mâchoire et qui est logé à la base du crâne. Selon des sources médicales, les deux rescapés ne sont pas en danger.

La presse égyptienne a précisé que le corps du diplomate assassiné a déjà été rapatrié en Israël par un avion de la compagnie El Al. Un fonctionnaire du ministère égyptien des affaires étrangères a déposé une gerbe de fleurs sur la dépouille avant son départ pour Tel-Aviv. Par ailleurs, un communiqué du ministère des affaires étrangères a condamné l'« attentat criminel » et a précisé que les autorités égyptiennes ont adopté « toutes les mesures légales pour arrêter les assassins et les défrayer devant la justice ».

Nombreuses pistes

Le chef de la diplomatie M. El-matn Abdelmaguid a, d'autre part, adressé un message de condoléances à son homologue israélien M. Shimon Peres. Le ministre de l'Intérieur, le général Ahmed Rouchdi, a tenu, une réunion de deux heures avec les principaux responsables des services égyptiens de sécurité pour examiner « les différentes éventualités ».

Plusieurs hypothèses sont évoquées quant à l'appartenance des assassins. L'hypothèse libanaise se présente la première. Les autorités égyptiennes ont, en effet, accusé, en mai, les services de renseignement libanais d'avoir commandité une opération pour « faire sauter l'ambassade des Etats-Unis au Caire ». Selon les services égyptiens, Tripoli aurait projeté d'autres opérations, tant contre des missions diplomatiques étrangères que contre des opposants en exil. On n'écartera pas, non plus, l'éventualité de groupuscules palestiniens extrémistes ou de tueurs proches des Hezbollah. L'ambassade d'Israël, ainsi que celle des Etats-Unis, de France, du Royaume-Uni et de l'Italie, avaient reçu, en juillet 1984, des lettres de menace signées « Organisation Jihad islamique ».

L'éventualité de la conception et de l'exécution de l'attentat par des extrémistes égyptiens appartenant, notamment, aux groupuscules islamiques en Egypte. L'hébergement d'un tel attentat, si on le considère comme la plus vraisemblable au stade actuel, il faut noter que l'attentat qui a eu lieu mardi au Caire est le second du genre. En juin 1984, un fonctionnaire de l'ambassade d'Israël avait été blessé à la main par une balle, alors qu'il rentrait chez lui, le soir. L'attentat avait eu lieu à Médi, et les agresseurs n'ont pas été retrouvés.

Attaques

dans la presse d'opposition
La presse égyptienne d'opposition avait multiplié ces derniers mois ses attaques contre la présence israélienne en Egypte. L'hébergement d'un tel attentat, si on le considère comme la plus vraisemblable au stade actuel, il faut noter que l'attentat qui a eu lieu mardi au Caire est le second du genre. En juin 1984, un fonctionnaire de l'ambassade d'Israël avait été blessé à la main par une balle, alors qu'il rentrait chez lui, le soir. L'attentat avait eu lieu à Médi, et les agresseurs n'ont pas été retrouvés.

Ces affirmations avaient été catégoriquement démenties à l'ambassade d'Israël qui avait précisé qu'elle n'avait pas d'attaché militaire. On note enfin que la victime de l'attentat de mardi avait servi dix ans dans l'armée israélienne avant d'être nommé en poste d'attaché administratif à l'ambassade de l'Etat hébreu dans la capitale égyptienne. On estime enfin au Caire que cet attentat n'affectera pas les relations égypto-israéliennes, d'ailleurs réduites au minimum, depuis septembre 1982 date à laquelle l'Egypte a retiré son ambassadeur à Tel-Aviv pour protester contre les massacres de Sabra et Chatila au Liban.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) Un groupement jusqu'ici inconnu « Révolution égyptienne » a revendiqué mardi soir l'attentat.

AFRIQUE

LES TROUBLES EN AFRIQUE DU SUD

Désaccord au Conseil de sécurité sur l'adoption d'une déclaration commune

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir à nouveau, mercredi 21 août, pour discuter d'une déclaration de compromis sur la situation en Afrique du Sud. Il a échoué, mardi, à adopter un texte commun qui devait être présenté comme une déclaration de son président, un Soviétique, approuvée par ses quinze membres. Après plusieurs heures de négociations à huis clos entre les pays non alignés, parisiens d'un côté, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, convaincus que le récent discours de M. Botha comportait quelques éléments positifs, les membres du Conseil se sont séparés sur un constat de désaccord.

En Afrique du Sud, la tension est un peu retombée avec la décision de la Cour suprême de Pretoria de surseoir à l'exécution d'un Ndir, M. Benjamin Moliso, condamné à être pendu, mercredi, pour le meurtre d'un policier blanc en 1983. La Cour a donné trois semaines à la défense pour présenter au président de la République une requête en révision du procès.

Mardi, à Paris, une vingtaine de militants de SOS Racisme et du Mouvement anti-apartheid ont occupé les bureaux de la compagnie aérienne sud-africaine pour demander la libération de M. Moliso. Au cours de leur évacuation par les forces de police, trois manifestants ont été légèrement blessés, les gardiens de la paix ayant fait usage de leurs matraques. Un des trois blessés a été évacué par ambulance. Vingt-quatre personnes ont été interpellées et conduites au commissariat du premier arrondissement pour vérification d'identité.

SOS Racisme a appelé, mardi après-midi, un ministre de l'Intérieur « pour qu'il s'explique sur l'attitude des forces de police, alors que rien dans l'action entreprise par ses militants ne justifiait une réaction violente ni leur interpellation ».

En Israël, le ministre des affaires étrangères a annoncé mardi que le nouvel ambassadeur, qui devait se rendre incessamment à Pretoria, après le retour de son prédécesseur.

Un responsable a déclaré à la radio israélienne qu'il serait « malvenu qu'Israël accorde son nouvel ambassadeur au moment où tant d'autres pays ont rappelé leurs chefs de mission à Pretoria ».

Le quotidien *Jérusalem Post* (indépendant), citant des sources proches de la présidence du conseil, a par ailleurs indiqué mardi que le premier ministre, M. Shimon Peres, avait demandé au ministre de l'Intérieur des immigrants de « préparer un plan pour l'intégration éventuelle de Juifs d'Afrique du Sud désireux d'émigrer à cause de la situation dans ce pays ».

Cent cinquante mille Juifs environ sont établis en Afrique du Sud et forment l'une des communautés juives les plus prospères du monde occidental. Depuis 1948, environ douze mille d'entre eux ont émigré vers Israël.

Dans un communiqué publié mardi 20 août, le Polisario affirme avoir lancé, lundi, une offensive contre le « mur » de défense du Sahara occidental, dans la région de Mabha, près de la frontière algérienne. Le Polisario affirme avoir occupé quelques heures les positions marocaines avant de se retirer avec des prisonniers.

Ce communiqué a été diffusé en Algérie, alors que le pays célébrait, avec un éclat particulier, le trentième anniversaire du déclenchement de la lutte armée contre la France dans le Constantinois.

Commentant cet anniversaire, le quotidien *El Moudjahid* écrit qu'il sert à rappeler à « d'autres mémoires défaillantes et qui versent aujourd'hui dans le bellicisme » que le 20 août est une « date signifi-

Tunisie

TENSION CROISSANTE AVEC TRIPOLI

253 Libyens accusés d'espionnage ont été expulsés

Tunis. — Le gouvernement tunisien a annoncé, le mardi 20 août, qu'il avait été procédé, au cours de ces derniers jours, à l'expulsion de deux cent cinquante-trois ressortissants libyens accusés d'espionnage.

L'agence Tunis Afrique Presse précise que ces expulsions ont été décidées « sur la foi de renseignements irréversibles » selon lesquels les intéressés se livraient, « par le biais de comités résidentiels et de divers services civils et militaires de renseignements libyens, à des actions d'espionnage menant la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ». Diplomates, agents consulaires, fonctionnaires internationaux, employés du Centre culturel libyen, qui a déjà été fermé, ou de sociétés libyennes, mais aussi des compagnies aériennes, faux étudiants inscrits à l'université, leur activité consistait surtout, selon l'agence de presse, à recueillir des informations sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale, sur les mouvements de l'armée et les activités des différents services de sécurité.

Ils avaient également pour tâche, toujours selon Tunis Afrique Presse,

De notre correspondant

de repérer les installations « vitales et sensibles » (stations radio, centrales électriques, ponts, aéroports...), de créer des réseaux de propagande et d'inciter au terrorisme et au sabotage. Deux d'entre eux détenaient des armes de guerre.

Voici déjà quelques semaines, un réseau d'espionnage au profit de la Libye, dans lequel une trentaine de Tunisiens seraient impliqués, avait été découvert (le Monde du 21-22 juillet), et les expulsions qui venaient d'intervenir sont très probablement autant un prolongement de cette affaire qu'une riposte au renforcement des travailleurs tunisiens de Libye, dont le nombre dépasse désormais vingt et un mille.

Les autorités tunisiennes se montrent de plus en plus préoccupées par ces récents maux. Au-delà des difficultés économiques et sociales qu'ils posent, c'est, semble-t-il, l'influence politique qui a amené brusquement Tripoli à déclencher cette campagne qui suscite cette

vigilance. Cette inquiétude a été exprimée mardi par le ministère des affaires étrangères aux représentants de la France, des Etats-Unis, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, du Maroc et de Koweït.

Il ne fait plus de doute que les mesures décidées par la Libye sont dictées par la malveillance et ont pour objectif une déstabilisation de la Tunisie, a-t-il expliqué aux diplomates. Et l'annonce que des avions libyens ont violé, le 18 août, l'espace aérien sur une profondeur de 50 kilomètres dans le Sud tunisien est venue alourdir un peu plus le climat.

MICHEL DEURÉ.

Protestation de l'Union des travailleurs tunisiens. — Dans un message adressé mardi 20 août à l'ambassade de Libye en France, l'Union des travailleurs tunisiens (UITT), dont le siège est à Paris, a estimé que l'expulsion des travailleurs tunisiens de Libye « sert les ennemis des travailleurs immigrés partout où ils se trouvent, en particulier les forces racistes et xénophobes en France, qui vont se prévaloir de cet exemple triste et affligeant que leur donnent les autorités libyennes ».

Accusations des expulsés mauritaniens contre la Libye. — Quelque trois cent trente Mauritanais, ont regagné Nouakchott, lundi 19 août, à bord de deux vols spéciaux de Royal Air Maroc, ce qui maintient porte à cinq cent trente le nombre de travailleurs mauritaniens renvoyés au pays après leur expulsion. Ces hommes ont déclaré avoir été maltraités et torturés par les Libyens, qui, selon eux, ont confisqué tous leurs biens. Certains ont montré les blessures causées par les sévices infligés « dans des camps de concentration et les prisons libyennes », où, disent-ils, « des milliers et des milliers de personnes croquaient encore », depuis les récentes mesures contre les étrangers. D'autre part, quelque trois mille cent soixante-quinze Nigériens ont été aussi expulsés de Libye dans le courant du mois d'août, a-t-on appris, mardi 20 août, à Nîmes. — (AFP.)

Algérie

« El Moudjahid » fustige le « bellicisme » marocain

Dans un communiqué publié mardi 20 août, le Polisario affirme avoir lancé, lundi, une offensive contre le « mur » de défense du Sahara occidental, dans la région de Mabha, près de la frontière algérienne. Le Polisario affirme avoir occupé quelques heures les positions marocaines avant de se retirer avec des prisonniers.

Ce communiqué a été diffusé en Algérie, alors que le pays célébrait, avec un éclat particulier, le trentième anniversaire du déclenchement de la lutte armée contre la France dans le Constantinois.

Commentant cet anniversaire, le quotidien *El Moudjahid* écrit qu'il sert à rappeler à « d'autres mémoires défaillantes et qui versent aujourd'hui dans le bellicisme » que le 20 août est une « date signifi-

cative de la solidarité de lutte des peuples maghrébins ». Le journal semble avoir voulu ainsi établir un parallèle entre la lutte des Algériens contre la puissance coloniale française et celle du Polisario face au Maroc pour le contrôle du Sahara occidental.

Les cérémonies officielles ont été présidées à Skikda, dans l'Est algérien, par le chef de l'Etat, M. Cheddi Bendeid, qui s'est également rendu à Zighout-Youcef, un petit village baptisé du nom du dirigeant du FLN qui avait organisé le soulèvement du 20 août 1955.

Des séminaires ont été organisés pour expliquer la portée des événements jugés essentiels dans le rassemblement du peuple algérien autour du FLN, qui avait engagé la lutte armée moins de dix mois avant, le 1^{er} novembre 1954.

Cette « Journée du moudjahid » a été aussi l'occasion pour la presse de rappeler la nécessité de faire « écrire l'histoire de l'Algérie par les Algériens » et de dévoiler la « véritable nature de la colonisation ».

Ces commentaires ont suscité une réaction du mouvement « RE-COURS », qui, dans un communiqué publié mercredi, « ne dénie pas aux Algériens le droit de célébrer ce type d'anniversaire, mais tient à honorer la mémoire des centaines de victimes innocentes odieusement assassinées et blessées ce jour-là, notamment à El-Alia, véritable Oradour-sur-Glane de la colonisation », où, près d'une centaine d'hommes, de femmes, d'enfants de modestes familles ouvrières furent massacrés.

AMÉRIQUES

SOUTENANT LE GROUPE DE CONTADORA

Les pays démocratiques d'Amérique latine veulent coordonner leur action sur le continent

Montevideo. - Les ministres des affaires étrangères du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Pérou ont convenu de se réunir le 23 août à Carthagène, en Colombie, pour discuter de la situation des pays latino-américains. Les quatre ministres ont convenu de se réunir à Carthagène, en Colombie, pour discuter de la situation des pays latino-américains. Les quatre ministres ont convenu de se réunir à Carthagène, en Colombie, pour discuter de la situation des pays latino-américains.

clé de leur très lourde dette extérieure. Apparemment, les pays latino-américains, en particulier les plus endettés d'entre eux - Brésil, Argentine et Mexique - continuent de vouloir négocier bilatéralement en s'efforçant d'obtenir les meilleures conditions possibles de rééchelonnement de leurs dettes.

De notre envoyé spécial
sommatis (ministres en fonction, anciens ministres, banquiers, universitaires) représentant une dizaine de pays sud-américains et qui ont participé du 16 au 18 août à Montevideo à un colloque organisé par l'ILET (Institut latino-américain d'études transnationales) sur le thème de la «coopération politique régionale pour la démocratie» sont tombés parfaitement d'accord sur ce point.

central sont deux aspects d'un même problème : comment aborder de façon plus dynamique et plus imaginative les relations, inévitables mais difficiles et tendues, avec les États-Unis ? Ce sentiment est partagé en particulier par les présidents de nations qui ont recouvré plus ou moins récemment l'exercice des libertés démocratiques, comme l'Argentine et l'Uruguay. Ils ont un allié naturel en la personne du président colombien, M. Belisario Betancur, avocat du dialogue, de la paix et de la conciliation.

intervention américaine directe en Amérique centrale aurait des répercussions catastrophiques dans toute l'Amérique latine.

Un «sang nouveau»

Le moins qu'on puisse dire est que le groupe de Contadora n'a pas besoin de ce «sang nouveau». Les efforts des «quatre» sont pratiquement au point mort. Ils se heurtent aux intransigesances parallèles des sandinistes et des pays centro-américains considérés comme des alliés des États-Unis dans la région : El Salvador, Honduras et Costa-Rica. La relance de l'offensive des contras au Nicaragua grâce à une aide plus nerveuse et surtout officielle des États-Unis n'est pas faite pour leur simplifier la tâche.

Canada

M. MULRONEY
A REMANÉ
SON GOUVERNEMENT

Ottawa (AFP). - Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a procédé, mardi 20 août, à un remaniement de son gouvernement, qui affecte une dizaine de portefeuilles ministériels.

Ce remaniement est le premier depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en septembre 1984.

Cette mesure s'apparente cependant plus à un réajustement interne qu'à un bouleversement en profondeur du cabinet.

Les principaux postes ne sont pas touchés, à l'exception de celui de solliciteur général (ministre de l'Intérieur), où M. Perrin Beatty, ancien ministre du revenu national, remplace M. Elmer Mackay. Bien que, d'une certaine façon, «régrade», ce dernier fait toutefois son entrée au comité du cabinet chargé des priorités et de la planification, véritable conseil restreint présidé par le premier ministre.

Une seule personnalité nouvelle apparaît, M. Stewart McIntyre (Nouvelle-Écosse), qui se voit confier le poste de ministre des approvisionnements et services.

D'autre part, M. Mulroney a réaffecté, à la faveur de cette réorganisation, la fonction de ministre associé à la défense attribuée à M. Harvie Andre.

Voici la liste des nouveaux ministres : revenu national : M. Elmer Mackay ; solliciteur général : M. Perrin Beatty ; ministre d'État au tourisme : M. Jack Murra ; ministre associé à la défense nationale : M. Harvie Andre ; ministre d'État à la condition physique et au sport, ministre d'État au multiculturalisme : M. Otto Jelinek ; ministre d'État à l'immigration, responsable de la condition féminine : M. Walter McLean ; environnement : M. Thomas McMillan ; ministre d'État aux transports : M. Suzanne Blais-Grenier ; secrétaire d'État : M. Benoît Bouchard ; approvisionnement et services : M. Stewart McIntyre.

Pérou

Vaste épuration dans la police

Lima. - Trente-sept généraux de la police, soit plus d'un tiers des officiers de ce rang, ont été limogés, mardi 20 août, par le gouvernement de M. Alan García. Cette décision radicale a été prise comme une simple «mise à la retraite anticipée» par le ministre de l'Intérieur, M. Abel Salinas.

Cette mesure s'inscrit, en fait, dans le cadre de la réorganisation totale des forces de l'ordre annoncée par le président García dans son discours d'investiture, le 28 juillet. Certains de ces officiers sont soupçonnés d'être des complices de trafiquants de drogue. A ce sujet, le ministre de l'Intérieur a déclaré que «seul le pouvoir judiciaire était compétent pour tirer au clair de supposés délits et infliger les peines correspondantes».

La plupart des officiers visés - vingt et un généraux de la garde civile et seize de la sûreté - ont

Correspondance

occupé des postes de premier plan sous le précédent régime de M. Belaunde, notamment comme responsables de la brigade d'assaut et de la brigade anti-drogué. Cinq généraux de la police d'investigation péruvienne comparaitront actuellement devant le tribunal chargé de l'enquête sur la Mafia ouverte à la suite de l'explosion d'un laboratoire traitant la cocaïne, le 24 juillet dernier, dans un quartier chic de la capitale.

Un des principaux hommes de confiance du précédent régime, M. Luis Perovich, qui fut entre autres président de la Chambre des députés et premier ministre, est actuellement interrogé par le tribunal au tant que témoin dans cette affaire. L'un de ses proches collaborateurs, M. Luis Lopez, comparait, lui,

en tant qu'inculpé. « Cette Mafia que nous avons découverte par accident avait des ramifications dans plusieurs ministères et même au palais de justice », a déclaré le procureur général. Le Parlement est d'ailleurs en train d'examiner la levée de l'immunité parlementaire du député Elias Larco, présumé responsable de détournements de fonds lorsqu'il était ministre de la justice.

La police n'est pas la seule touchée par cette campagne. Le président Alan García a annoncé que le pouvoir judiciaire allait également être réorganisé. Et pour éviter que la corruption ne règne comme auparavant, il a nommé à la tête de l'administration, les fonctionnaires auteurs de délits subissant des peines deux fois plus sévères que celles prévues par la législation actuellement en vigueur.

NICOLE BONNET.

ASIE

Le meurtre du chef sikh : «une tragédie pour l'Inde»

(Suite de la première page.)
Pour les dirigeants opposés au «Sant» Longowal, le véritable enjeu était le contrôle de la montée rapide de la fraction extrémiste au sein de la jeunesse sikh.

Le «Sant» Longowal, lui, misait à la fois sur le sentiment de lassitude, qui commençait à naître chez les militants dits modérés, et sur l'évolution des mentalités, qui était, selon lui, survenue au sein du gouvernement indien depuis la mort d'Indira Gandhi.

D'après Longowal, interrogé au lendemain de l'accord du 24 juillet, l'avènement de M. Rajiv Gandhi a permis l'établissement d'un état de «confiance mutuelle» entre l'Akali Dal et les autorités indiennes. Le cheminement ne s'est pourtant pas fait sans maladresse. Les élites officielles ont été déçues par celui qui n'est pas venu comme l'homme de paix, l'homme de raison, l'homme

des circonstances... Il aura cependant fait au «Sant» Longowal tout son courage et toute sa science politique pour maintenir sa popularité, très réelle parmi les modérés, et préserver les fondements d'un accord devant l'assaut des critiques.

Quelques jours seulement avant l'assassinat de mardi, une fraction de l'Akali Dal avait annoncé sa participation aux élections régionales du Pendjab, prévues pour le 22 septembre, les premières depuis juin 1980. Aux yeux du gouvernement, le plus grand danger actuel au Pendjab est sans doute le vide à la direction de l'État modéré de l'Akali Dal. Longowal avait, en effet, dû isoler une autre figure de proue du mouvement afin de consolider son autorité. Ainsi, ses anciens partenaires politiques et ses anciens rivaux, le chef-ministre, M. P. S. Badal, avaient été tenus à l'écart des négociations avec le gouvernement indien. Tous ont ensuite dénoncé violemment l'accord de juillet.

Aujourd'hui, il y a des chances que la consultation électorale prévue pour le mois prochain, étape importante dans la «normalisation» de la situation, soit repoussée. Craignant une recrudescence des coups de main extrémistes, le gouvernement indien vient de mettre les forces armées en état d'alerte dans tout le Pendjab.

(Indrim.)

Sage pour les uns traître pour les autres

En paraphrasant, le 24 juillet, l'accord proposé aux Sikhs par M. Rajiv Gandhi, le «Sant» («saint») Harbans Singh Longowal avait dit qu'il signait sans doute son arrêt de mort et que les extrémistes de sa communauté feraient tout pour lui faire payer, au prix du sang, ce qu'ils appelaient sa «trahison».

Singulier destin que celui de cet homme de cinquante-trois ans, fils de paysans pauvres du Pendjab, prédicateur de talent et expert en théologie sikh avant de devenir, en 1980, président de l'Akali Dal, l'organisation politico-religieuse historique de la secte.

Lorsqu'il prend alors les rênes de l'organisation, celle-ci est déjà sur le point de se fractionner. Pour faire aboutir les revendications de sa communauté, le «Sant» Longowal lance à l'époque la «Morchas», autrement dit la «sainte» campagne d'agitation et en devient le «dictateur» - le chef - en titre. Son objectif : assurer un peu plus d'autonomie au Pendjab, ce qui devrait permettre, dans son esprit, de garantir la pérennité du sikhisme dans un État où les «disciples» (sikh signifie disciple) sont tout juste majoritaires et leur religion menacée par le modernisme, la crise économique et l'effacement.

Trois vites, les thèses pacifistes de Longowal se heurtent à celles d'un autre «Sant», un homme alors âgé de trente-huit ans dont

les idées radicales font leur chemin, Jarnail Singh Bhindranwale. Aussi dévoué, mais plus orthodoxe que le «dictateur», ce dernier est porteur de méthodes beaucoup plus extrêmes et n'hésite pas à l'idée d'une indépendance pour le Pendjab sikh. Longowal, lui, se dit tout au long citoyen indien, fier de l'être et voulant le rester. Quand l'armée, envoyée par Indira Gandhi, donne l'assaut au temple d'or d'Amritsar, en juin 1984, et tue Bhindranwale (et six cents personnes retranchées avec lui dans le saint des saints), Longowal est dans un bâtiment adjacent et sera arrêté. Les jeunes fanatiques de Bhindranwale l'accuseront toujours de s'être rendu et même d'avoir vendu la jeune prière extrémiste aux forces armées indiennes.

L'austère président de l'Akali Dal, petit homme rond aux yeux rieurs, physiquement très éloigné de l'idéal de pureté martiale chère aux disciples de la secte, rejette cette accusation le reste de sa vie. Emprisonné sans procès pendant de longs mois sous Indira Gandhi, il sera libéré en avril de cette année par Rajiv Gandhi, qui voyait en lui le seul politicien modéré à la fois assez crédible parmi les siens et assez courageux pour tenter un règlement négocié de la question du Pendjab. Voilà le gouvernement indien privé de son interlocuteur le plus important chez les Sikhs.

PATRICE CLAUDE.

Afghanistan

NOUVELLE OFFENSIVE DES FORCES DE KABOUL

Les forces soviéto-afghanes qui mènent actuellement une grande offensive dans la province de Pakia (sud-est de l'Afghanistan) ont réussi à s'implanter sur certains pics et commencent à dégrader la route tenue par les moudjahidins, conduisant vers la ville Khost.

Selon M. Jallaluddin Haqqani, chef de la guérilla dans la Pakia, l'objectif de Kaboul est, comme dans le Kounar, plus au nord, où des opérations soviéto-afghanes avaient eu lieu en mai et juin derniers, de couper les voies de communication des moudjahidins, d'affaiblir la résistance, solide et bien armée dans ce secteur, et de renforcer la garnison de Khost où, ajoute-t-il, se trouveraient actuellement de cinq mille à six mille soldats gouvernementaux et des conseillers soviétiques ravitaillés par voie aérienne.

Des sources diplomatiques occidentales à Islamabad ont confirmé que des troupes ont récemment quitté les environs de Kaboul pour la Pakia. Lundi, un bombardement aérien et des tirs d'artillerie ont fait une quinzaine de morts au Pakistan, dans la région de Parachinar (sur la frontière avec l'Afghanistan). Cet incident est survenu une semaine avant de nouvelles «négociations indirectes» sous l'égide de l'ONU à Genève. (AFP, Reuters.)

Pakistan

Strictes mesures de sécurité à l'occasion du séjour de M^{re} Bhutto

M^{re} Benazir Bhutto, âgée de trente et un ans, dirigeante du PPP (Parti du peuple pakistanais, opposition) et fille de l'ancien premier ministre exécuté en 1979, est arrivée, ce mercredi 21 août, à Karachi avec la dépouille mortelle de son frère, décédé le 18 juillet. L'armée et les forces paramilitaires bloquent les routes dans un rayon de 8 kilomètres autour de l'aéroport. Des milliers de membres du PPP ont tenté d'accueillir leur dirigeante, en exil depuis dix-neuf mois en Europe, mais en ont été empêchés. Craignant que les funérailles ne se transforment en vaste manifestation de l'opposition, des forces paramilitaires ont été dépêchées à Larkana,

dont est originaire la famille Bhutto, dans le Sind, où l'enterrement a lieu ce mercredi. Plusieurs dirigeants de l'opposition, notamment du PPP, n'ont pas pu se rendre dans le Sind.

Dans une interview donnée à la veille de la mort de son frère, M^{re} Benazir Bhutto avait déclaré qu'elle avait l'intention, à son retour d'exil, de lancer une nouvelle campagne contre le président Zia Ul Haq. Mais elle ne pourra apparaître publiquement que lors des funérailles, la loi martiale demeurant en vigueur. Elle devrait séjourner dans son pays au moins deux semaines, durées des cérémonies funéraires. (AFP, Reuters.)

Cambodge

Les dernières propositions de règlement de Hanoï suscitent un intérêt prudent

Le Vietnam a déclaré, mardi 20 août, attendre de «bons résultats» de la visite, la semaine prochaine à Hanoï, d'une importante délégation envoyée par Washington officiellement pour discuter du problème des militaires américains disparus pendant la guerre (le Monde date 18-19 août). D'autre part, alors que le Quotidien du peuple (Pékin) qualifiait de «tour de passe-passe» l'annonce d'un retrait militaire total vietnamien de Cambodge en 1990, on apprenait, de source autorisée à Hanoï, que la Chine et le Vietnam procéderaient, le 26 août, à un échange de prisonniers.

De notre correspondant

Bangkok. - Tout le monde est d'accord sur un point : le récent communiqué publié à l'issue de la conférence tenue à Phnom-Penh, les 15 et 16 août, par les ministres indochinois des affaires étrangères (Vietnam, Laos et République populaire du Kampuchéa-Phnom-Penh) est d'un bon niveau.

On y cherche en vain les résumés des négociations des «régimes» chinois ou des «cercales» dirigeants réactionnaires - thaïlandais. Pas de trace non plus de l'«impérialisme américain». La résistance non communiste khmère est même qualifiée d'«opposition» et non plus de «clique», terme réservé aux seuls Khmers rouges.

«C'est un communiqué intéressant», nous a dit le prince Norodom Ranariddh, commandant en chef de l'armée nationale siamoise. «Nous espérons sincèrement qu'il reflète une attitude plus saine de la part de Hanoï». A-t-il ajouté. En revanche, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Savetilla, nous a dit ne trouver «rien de nouveau» sur le fond. De son côté, la presse de Bangkok n'a fait un accueil réservé mais moins négatif que d'habitude à la déclaration conjuguée des trois ministres.

Chez les observateurs de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Brunei, Indonésie et Philippines), on fait remarquer que le communiqué de Phnom-Penh ne promet un départ complet des troupes vietnamiennes que si, en pratique, la résistance dépose les armes, ce qui, dans l'état actuel des choses, est pour le moins improbable. On ajoute que les conditions du dialogue, les modalités d'éventuelles élections générales et l'avenir de toutes les factions khmères doivent être précisés.

Sur ces points, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, sera écouté avec une attention particulière lors de son séjour en Indonésie, où il attendra mercredi 21 août. De même, l'arrivée à Bangkok, prévue le 26 août, du prince Norodom Sihanouk suscite ici un vif intérêt.

Dans un éditorial publié samedi à l'issue de la conférence de Phnom-Penh, le quotidien officiel du Parti communiste vietnamien, Nhan Dan, écrivait que «les réalités montrent que la politique de confrontation a échoué», que «le dialogue est la voie juste» et que «des conditions sont créées pour des dialogues véritables visant à ramener la paix et la stabilité dans la région».

Pour un diplomate occidental, «c'est d'une certaine façon la preuve» que la résistance cambodgienne a au moins partiellement réussi, car «même Hanoï admet la nécessité d'une autre approche que la guerre». De son côté, M. Nguyen Co Thach a déclaré à l'AFP que, si les activités militaires des résistants cambodgiens sont en baisse, «ils se sont davantage infiltrés à l'intérieur du pays», ajoutant aussitôt que cette dernière ne représentait plus une «menace importante» pour la sécurité du régime de Phnom-Penh.

Enfin, depuis quelques semaines, la Malaisie se livre à de discrètes approches du côté vietnamien. Une délégation du ministère des affaires étrangères de Kuala-Lumpur, qui s'était rendue récemment à Hanoï pour discuter d'une possible «négociation indirecte» («proximity talks») s'est, en privé, déclarée satisfaite de la franchise manifestée par ses interlocuteurs vietnamiens mais ne croit pas que la position de Hanoï soit très différente de ce qu'elle était jusqu'à présent.

JACQUES BEKAERT.

AVOIR CHERCHÉ
soviétique s'a
De not
et, en quel
pousser éla
de l'ambas
un cas il
il est ovre
ment assez
que, en pé
France, il e
de quitter le
c'est impos
même pas
n'empêchera
venir

Très déçu
lanc est su

Je suis un ouvrier
«Le che
construction
pour ses an
travailleurs,
qu'ils recon
un travail
Naturellem
gagement ave
recu le sec
cédant en fa
les ouvrie
l'argent des
pour eux, un

«Tout la
voie des ma
tiers. J'ajou
voient par v
vaient des
bon. L'été, c
vaient des
chets. On
comme pas
ters. L.)

Des tickets
«Quarante
le système de
non et les ca
pour les pri
toujours en v
cou, c'est un
ter après le
du lait, du ké
à deux ans,
homme de l
que dans sa
Québécois,
pas acheter p
de vendre p
chets d'alime
la capitale de
ou j'ai vécu,
on a droit à
personne, me
lui faut cour
dans les mag
bien encore,
natal (3), les

Les
Quatre pe
enfants, ont
20 août à B
baignaire d'
d'un attent
commissari
chargés d'o
l'arrière d'un
d'avoir pu tr
mères du co
sans alertes
gées.

La police n
nquages de m
commissariats
le début de l
Nord. La plus
février dernier
de New
avait été tué

Il semble qu
d'une façon o
bore avec la R
lary (RUC)
irlandaise, soit
l'IRA. Ainsi
bâtiment du
centre de l'
mardi par B
Seamus McE
ans) avait fo
bâtiments pré
à l'administr
police soupç
chable de se

Le Monde
DES LIVRES

مكتبة الاسلام

EUROPE

URSS

ARRÊTÉ POUR AVOIR CHERCHÉ ASILE À L'AMBASSADE DE FRANCE

Un citoyen soviétique s'adresse au comité central du parti

Moscou. — Le 30 juillet dernier, les sbords de l'ambassade de France à Moscou étaient l'objet d'un extraordinaire déploiement policier. Un colonel de la milice demandait par haut-parleur à s'entretenir avec les responsables de l'ambassade. Chaque personne quittant le bâtiment était contrôlée, et tout le quartier était pratiquement en état de siège.

Les raisons de cette agitation ? Un homme d'une trentaine d'années, profitant des travaux de réfection de la chausée sur la rue Dimitrov qui borde l'ambassade, avait, vers 15 heures, escaladé la grille du jardin et se trouvait à l'intérieur de l'enceinte diplomatique.

De notre correspondant

L'alerte avait été aussitôt donnée, et, en quelques minutes, le dispositif policier était en place. À l'intérieur de l'ambassade, l'homme expliquait son cas : il s'appelle Oleg Alifanov. Il est ouvrier et il en a tout simplement assez de l'URSS. Il pensait que, en pénétrant à l'ambassade de France, il obtiendrait la possibilité de quitter le pays. On lui répondit que c'est impossible et qu'on ne peut même pas le garder, mais qu'on n'emploiera pas la force pour le faire sortir.

Très déçu, mais résigné, Oleg Alifanov est sorti vers 21 heures avec

deux diplomates de l'ambassade, qui l'ont accompagné jusqu'à la station de métro toute proche. Un calme total était revenu dans le quartier. L'ambassade ayant prévenu les autorités soviétiques de l'issue de l'affaire, Oleg Alifanov a probablement été arrêté dès qu'il a franchi la porte du métro.

Son geste n'est pas celui d'un impulsif ni d'un illuminé. Il s'explique dans un long texte qu'il a adressé en comité central du PC soviétique, et dont plusieurs exemplaires circulent à Moscou. On lira ci-dessous quelques extraits de ce document.

D. Dh.

« Je suis un ouvrier tout à fait ordinaire... »

« J'ai trente et un ans. Voici quatorze ans que je travaille, si l'on compte mes deux ans de service militaire. J'ai été serrurier, soudeur, maçon. Je suis un ouvrier tout à fait ordinaire, appartenant à cette classe ouvrière que votre parti définit comme la force conductrice et d'avant-garde de la société soviétique. Tous les journaux ou les revues, la radio et la télévision répètent quotidiennement cela. Mais si, dans une conversation privée, un ouvrier s'exprime ainsi chez nous, on le regardera avec étonnement : est-il normal ou idiot ? Et on se moquera... »

« Quarante-cinq ans pour cent des ouvriers avec lesquels j'ai travaillé pensent ainsi. Voilà quinze à vingt-cinq ans qu'ils attendent pour avoir un appartement. (...) En même temps, ils voient bien que les chefs en obtenant pour eux-mêmes, leurs parents ou leur petite amie, en quelques mois, et parfois en une heure... »

« En dix ans de travail à Moscou, j'ai observé pas mal de violations des droits des ouvriers, de l'équité, de la légalité. Je citerai les cas qui me concernent directement. En 1975, je suis arrivé à Moscou, et j'ai trouvé du travail comme aideur à l'usine AZLK (1). Le contre-maître me demandait souvent de rester travailler après l'heure de la relève pour 10 roubles, afin de remplir le plan. Je l'ai fait dix fois ce mois-là... J'attendais donc de toucher 100 roubles en plus de mon salaire de 140 roubles. J'en ai reçu 20. Le contre-maître ne s'est même pas troublé quand je lui ai parlé d'honnêteté ; mes camarades m'ont dit que tous les nouveaux étaient bernés de la même façon. (...) »

« Le chef de notre section de construction trouvait des emplois pour ses amis non pas pour qu'ils travaillent, mais seulement pour qu'ils reçoivent de l'argent pour un travail soi-disant accompli. Naturellement, ceux-ci partageaient avec lui ce qu'ils avaient reçu. Le secrétaire du parti ne leur cédait en rien dans ce domaine. Les ouvriers lui apportaient l'argent des primes. Une partie pour eux, une partie pour lui. (...) »

« Tout le monde sait que l'on vole des matériaux sur les chantiers. J'ajouterais que les chefs volent par voitures entières. Les Voies noires ne sont pas l'exception. L'état, quelques ouvriers travaillent dans les datchas des chefs. On compte des heures comme passées sur les chantiers. (...) »

Des tickets d'alimentation

« Quarante ans après la guerre, le système des tickets d'alimentation et les cartes de rationnement pour les principales denrées est toujours en vigueur. Même à Moscou, c'est un problème pour acheter après le travail du saucisson, du lait, du beurre (2), des œufs. Il y a deux ans, je parlais avec un homme de Koulichiev ; il disait que dans sa ville, de même qu'à Oulanovo, une personne ne peut pas acheter plus de 500 grammes de viande par mois avec des tickets d'alimentation. A Sourgout, la capitale de la région du pétrole où j'ai vécu, c'est un peu mieux, on a droit à 2 kilos de viande par personne, mais, pour les trouver, il faut courir des journées entières dans les magasins de la ville. Ou bien, encore, dans mon village natal (3), les gens attendent toute

la journée (voyez ce que cela représente au hiver) qu'on apporte le pain et le lait. La saucisson est tout simplement pour les habitants du village un produit exotique. (...) »

« Peut-on se déclarer satisfait du niveau des services médicaux du pays ? Dans les milieux ouvriers, on dit, depuis longtemps, qu'il vaudrait mieux que la médecine soit payante plutôt que d'être aussi inapte. Il y a des villages qui n'ont pas le téléphone pour appeler le médecin de la région ou l'ambulance, et pas les moindre infirmeries où trouver des médicaments indispensables et de quoi faire des pansements. (...) »

« A Moscou, il y a plusieurs dizaines de cliniques spéciales réservées aux gens du parti, aux militaires, aux artistes et écrivains et à quelques autres privilégiés. Pourquoi ne sont-ils pas soignés avec le peuple ? (...) »

« La vie sociale dans ce pays est comparable aux portes des magasins de Moscou. Il y en a toujours plusieurs dans chaque magasin, mais une seulement est ouverte, et encore d'un seul battant. (...) »

« Tout dans notre vie n'est pas aussi mauvais et aussi simple que je l'ai écrit. Mais qu'advient-il si la vérité n'a pas d'avocats, même immodestes et sans culture ? Chaque homme doit avoir le droit d'exprimer son opinion. Dans notre pays, ce droit n'existe pas, et vous savez pourquoi beaucoup se taisent. Ils ont peur. Pourquoi ? (...) »

- (1) Une automobile de la banque de Moscou.
- (2) Sorte de yaourt liquide.
- (3) Tchervitchenko (Ukraine).

Irlande du Nord

Les agressions se multiplient contre les policiers

Quatre personnes, dont deux enfants, ont été blessées, une maison balayée d'Irlande du Nord, lors d'un attentat manqué contre un commissariat. Quatre mortiers chargés d'obus ont explosé à l'arrière d'une camionnette, avant d'avoir pu tirer à une centaine de mètres du commissariat. Les maisons alentours ont été endommagées.

La police rappelle que plusieurs attaques de même nature contre des commissariats ont été lancées depuis le début de l'année en Irlande du Nord. La plus grave avait eu lieu en février dernier contre le commissariat de Newry où neuf policiers avaient été tués.

Il semble que toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, collabore avec la Royal Ulster Constabulary (RUC), la police nord-irlandaise, soit devenue la cible de l'IRA. Ainsi, un entrepreneur en bâtiment du comté de Tyrone (au centre de l'Irlande) a-t-il été tué mardi par balles. La victime, Seamus McEvoy (quarante-deux ans) avait fourni récemment des bâtiments préfabriqués à la RUC et à l'administration pénitentiaire. La police soupçonne l'IRA d'être responsable de son assassinat qui s'est

produit à Dublin, en République d'Irlande.

Les policiers de la RUC doivent se méfier depuis plusieurs semaines des extrémistes protestants. Des policiers et leurs familles ont été menacés ou agressés par des groupes armés à Belfast, Omagh et Cookstown. Certaines familles ont dû être évacuées sous la protection de la police, comme ce fut le cas dans la nuit de lundi à mardi à Portadown. Les responsables de la communauté protestante affirment que la police fait preuve d'« injustice » envers eux depuis quelque temps en interdisant des manifestations loyalistes alors que, selon eux, elle laisse le champ libre aux « terroristes » républicains.

D'autre part, M. Martin McGuinness, un dirigeant du Sinn Féin soupçonné d'appartenir à l'IRA, a été arrêté mardi soir à Belfast, pour n'avoir pas payé l'amende que lui avait infligé un tribunal pour « obstruction et agression » contre la police. Il risque vingt-huit jours de prison. C'est M. McGuinness qui était interviewé dans l'émission de la BBC, dont la suppression, sous les pressions du gouvernement, a provoqué le 7 août la grève des journalistes anglais. — (AFP.)

DIPLOMATIE

A LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

M. Whitaker défend son rapport sur le génocide des Arméniens

Genève. — Il n'y a pas eu de génocide au Kampuchéa du temps de Pol Pot. C'est du moins l'opinion exprimée par M. Monn Foa, observateur du Kampuchéa démocratique (qui continue à être reconnu dans les enceintes internationales) après de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU au cours du débat sur le rapport de M. Whitaker, expert britannique, sur le génocide (le Monde des 15 et 20 août).

Il n'y a pas eu davantage, en 1915 et 1916, de génocide des Arméniens en Turquie, si l'on en croit le représentant d'Ankara, M. Yavuzalp, mais une incitation à la rébellion de la part de la communauté arménienne, ce qui a forcé les autorités ottomanes à répondre à la violence par la violence. Si le diplomate turc admet des faits de guerre, dont on peut déplorer les excès, il n'en est pas moins que le terme de génocide ne saurait s'appliquer à l'affaire arménienne. Par conséquent, la référence aux Arméniens dans le paragraphe 24 du rapport Whitaker n'est pas de mise, car un rappel

de notre correspondante du passé ne peut que provoquer de nouveaux actes de terrorisme.

Tandis que les experts et les diplomates des pays musulmans, ainsi que les Soviétiques participant à la réunion, redoublent leurs attaques contre ce rapport, M. Bossuyt, expert belge, a rappelé que la moitié de la population arménienne avait été tuée ou avait trouvé la mort sur les routes et a déclaré : « Pour autant que je l'ai bien compris, le gouvernement turc ne nie pas que des violences brutales et injustifiables ont été commises envers le peuple arménien, mais il nie la qualification de génocide. (...) Il me semble difficile d'établir un rapport sur le génocide sans faire référence au massacre des Arméniens. »

M. Whitaker, comme la veut la tradition, fut le dernier orateur inscrit. Il a déclaré catégoriquement qu'un rapporteur ne pouvait pas céder aux pressions, qu'il n'était pas question de taire les atrocités subies

par les Arméniens et que personne ne pouvait mettre en doute leur ampleur. Il a dit avoir travaillé huit ans sur ce problème et interrogé des diplomates turcs. « L'ambassadeur de Turquie estime que les meilleures preuves sont celles que l'on tient de première main. Ce sont elles que j'ai choisies », a-t-il affirmé, avant de demander : « Puisque le gouvernement turc actuel est innocent, pourquoi refuse-t-il le passé ? » Il a conclu : « Ce chapitre doit être clos dans l'honneur, sinon il ne sera jamais clos. Notre devoir à nous les experts de la sous-commission n'est pas de protéger les gouvernements, mais les victimes. Si l'on n'a pas le courage, si notre organe n'est pas intègre, notre travail ne servira à rien. »

Les différents experts pourront déposer des projets de résolutions quant à la suite qu'il convient, à leur sens, de donner à ce rapport, dont on ne sait toujours pas ce qu'il deviendra.

ISABELLE VICHMAIC.

EN SICILE

Absence surprise des Soviétiques au séminaire scientifique d'Erice

Quel fâcheux contretemps a-t-il pu empêcher les savants soviétiques de participer au séminaire international sur la guerre nucléaire qui se tient depuis le mardi 20 août à Erice en Sicile ? L'URSS avait annoncé une très brillante délégation, comprenant notamment le fils de M. Andreï Gromyko, deux prix Nobel (les professeurs Prokhorov et Bassov) et trois vice-présidents de l'Académie des sciences. Aucune explication n'a été donnée jusqu'à présent à l'absence des Soviétiques à ce cinquième séminaire annuel d'Erice qui constitue l'un des rares forums où des scientifiques soviétiques et américains, notamment, ont l'occasion de discuter d'études nucléaires.

M. Andreatti a ouvert le séminaire, auquel participent les responsables scientifiques du programme américain IDS. Le président Reagan a adressé au forum un message, dans lequel il exprime ses espoirs dans ce programme et afin qu'à l'avenir nous

puissions nous reposer sur une défense stratégique qui garantisse le maintien de la paix sans menacer quiconque.

Selon certains des participants, l'absence des Soviétiques pourrait bien être liée à la dispersion d'un des savants les plus brillants d'URSS, Vladimir Alexandrov, signalé pour la dernière fois à Madrid le 1^{er} avril dernier. Vladimir Alexandrov, qui avait participé aux précédents séminaires d'Erice, avait été le premier à révéler, sur la base de simulations par ordinateurs, qu'un conflit atomique entraînerait un refroidissement catastrophique pour la planète.

D'autre part, un fonctionnaire du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vitali Yourchenko, a lui aussi disparu début août à Rome. Selon la presse italienne, il aurait été chargé d'assurer la sécurité de la délégation soviétique à Erice. — (AFP, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

LIBÉRATION DU CHEIKH SALAMA. — Le cheikh intégriste Hafez Salama a été libéré, lundi 19 août et autorisé à partir pour La Mecque en pèlerinage. Agé de soixante-dix ans, il prêchait au Caire en faveur de l'application de la loi islamique ; il avait été arrêté le 13 juillet avec cinquante de ses sympathiques. Un tribunal militaire avait émis, le 6 août, qu'il était devenu illégalement et ordonné sa libération.

Etats-Unis

LE SÉNATEUR PAUL LAKATNE BRIGUERA PAS UN NOUVEAU MANDAT. — Le sénateur Lakatne, proche ami du président Reagan, a annoncé, le lundi 19 août, qu'il ne se représentera pas, en 1986, dans le Nevada pour solliciter un troisième mandat. L'ancien chef de la campagne électorale de M. Reagan a déclaré qu'il souhaitait « retrouver sa liberté ». Il n'a, toutefois, pas exclu de se mettre sur les rangs pour la candidature présidentielle de 1988. L'annonce de son prochain retrait du Sénat amoindrirait les chances des républicains de conserver la courte majorité (cinquante-trois contre quarante-sept) dont dispose actuellement le Parti républicain dans cette assemblée.

Grèce

ENTRETIEN ROGERS-PAPANDREOU. — Le premier ministre grec, M. Papandréou, s'est entretenu le mardi 20 août à Athènes avec le général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe. L'entretien a porté en particulier sur le projet de l'OTAN d'installer un quartier général à Larissa (centre de la Grèce) qui partagerait le contrôle opérationnel en mer Egée avec un autre commandement allié basé à Izmir, en Turquie. Athènes revendique le contrôle total en mer Egée et re-

fuse de participer aux manœuvres de l'OTAN tant que ce problème n'aura pas été réglé. — (AFP.)

Honduras

ENLEVEMENT D'UN JÉSUITE AMÉRICAIN PAR LES MILITAIRES. — Le père Juan Donald, un jésuite américain résident en Honduras, a été enlevé, dimanche 19 août, à Sabana des militaires, a annoncé, mardi, la Compagnie de Jésus à Tegucigalpa. Selon l'ambassade américaine, qui confirme l'enlèvement, le prêtre serait accusé de « crimes graves contre la sécurité de l'Etat ». — (AFP, UPI.)

Pays-Bas

DEMANDE D'ASILE POLITIQUE. — Vingt Iraniens à qui la justice néerlandaise a refusé l'asile politique campent depuis plusieurs jours sur l'aéroport de Schiphol, près d'Amsterdam. Les résultats de l'appel interjeté contre la décision du ministère de la justice sont attendus jeudi. Neuf autres personnes de nationalité iranienne, arrivées mardi 20 août demandent elles aussi l'asile politique. — (AFP.)

Pologne

L'ARRESTATION DE QUATRE ANCIENS OFFICIERS. — Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, a confirmé l'arrestation de quatre anciens officiers de l'armée polonaise, dans le cadre d'une enquête sur l'une des plus importantes maisons d'édition clandestines, dirigée par M. Slawomir Bielecki. Parmi eux figure l'ancien colonel Adam Rakpi, arrêté à son domicile le 3 juillet dernier et inculpé d'« intelligence avec une personne agissant pour le compte d'une organisation étrangère hostile à la Pologne » (le Monde des 11-12 août). Les autres inculpés sont un colonel à la retraite — il s'agirait de

M. Wincenty Heinrich — et deux lieutenants-colonels ayant quitté l'armée en 1970, dégradés par la suite. — (AFP, Reuters.)

Sri-Lanka

LES NÉGOCIATIONS AU BHOUTAN. — New-Delhi considère que les négociations entre représentants de Colombo et séparatistes tamouls, interrompues le week-end dernier (le Monde du 20 août), ne sont que « suspensives » et reprendront en fin de semaine, à-t-on appris, de source officielle indienne, mardi 20 août. D'autre part, selon l'agence indienne de presse PTI, un porte-parole des séparatistes a annoncé mardi que des « monceaux de cadavres » avaient été retrouvés dans la région de Trincomalee (est du Sri-Lanka), une affirmation aussitôt qualifiée d'« entièrement fautive » par Colombo. — (Reuters.)

Suède

ESPIONNAGE. — Trois ressortissants polonais soupçonnés d'espionnage ont été appréhendés samedi 17 août, à Jokkmokk (Laponie suédoise) et sont interrogés depuis par les services de sécurité suédois. Les deux véhicules des trois hommes, dont les identités n'ont pas été révélées, étaient immatriculés en Pologne. — (AFP.)

Yougoslavie

INCULPATIONS POUR « TERRORISME ». — Quatre jeunes Yougoslaves des environs de Davna, près de Mostar (sud-ouest du pays), ont été inculpés de « terrorisme » et de « propagande hostile » à la Yougoslavie, a indiqué mardi 20 août l'agence officielle Tanjug. Le procès des quatre jeunes gens, âgés de dix-neuf et vingt ans, et détenus à Mostar, devrait avoir lieu en septembre, précise l'agence. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

politique

L'AFFAIRE DU «RAINBOW-WARRIOR» ET SES PROLONGEMENTS

En attendant M. Tricot

En attendant M. Bernard Tricot, promu par le gouvernement d'ex-ministre de la Défense, M. Labarrière, la classe politique se chauffe et prend date. M. Laurent Fabius, qui n'attend pas l'opposition à lui reprocher, une fois de plus, sa discrétion, a promis qu'il sortirait bientôt de son silence. Il le fera dès que M. Tricot, reçu par lui, une nouvelle fois, mardi 20 août, lui aura remis son rapport, c'est-à-dire «dans le milieu de la semaine prochaine», délai fixé le même jour aux députés par M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Sous les auspices de M. Labarrière, qui a essayé, mardi à l'Assemblée nationale, de vigoureusement assaillir l'opposition, parce l'opposition que le rapport Tricot

apaisera l'onde de choc provoquée par l'explosion du Rainbow-Warrior. Dans le feu de la discussion, M. Labarrière s'est même laissé aller à une promesse qui pourrait se révéler un peu imprudente. «S'il y a des décisions à prendre, a-t-il déclaré, nous les prendrons toutes, à quelque niveau que ce soit».

A quelques jours de ce soit ? Voilà qui aurait dû calmer les ardeurs de M. Jean-Claude Gaudin (UDF), qui s'est livré, à l'Assemblée, à un raisonnement d'une logique irréfutable. Soit les hautes autorités de l'Etat étaient au courant de l'expédition projetée contre Greenpeace, non, il affirmait en substance, et elles sont coupables, soit elles ne l'étaient pas, et elles sont quand même coupables.

On perçoit dans les déclarations de M. Charles Hernu que M. Labarrière a sans doute un peu trop épousé la logique de M. Gaudin. Apparemment, confiant, le ministre de la Défense a, en effet, confié mardi que l'idée d'une démission ne l'avait jamais effleuré. Très sûr de lui, il a même reconnu que l'expédition anti-Greenpeace n'était pas légitime. Il n'a pas dit Bégala, ce serait donner des verges pour se faire battre. Mais cet aveu d'illégitimité est en soi suffisant pour justifier son retrait, si tel est le dessein de M. Mitterrand. L'aveu est si candide que M. Hernu doit être bien sûr de ses arrières.

C'est ce que redoute l'opposition et ce qui explique sa crainte de voir le gouvernement utiliser le rap-

port Tricot comme un étouffoir, au nom des intérêts supérieurs de la France et de son armée.

MM. Charles Pasqua et Jean-Claude Gaudin ont perçu la manœuvre. Ils lui font pièce avec leurs gros sabots, subtilement relayés par M. Bernard Stasi (UDF). Celui-ci affirme que le gouvernement auquel il appartenait voici une dizaine d'années avait eu l'idée — ou plutôt on lui avait soufflée — de s'opposer par la force aux agissements de Greenpeace mais qu'il y avait renoncé. En somme, ce qui distingue la gauche de la droite, ce n'est pas d'avoir en cette tentation, mais d'y avoir succombé et, surtout, ce que ne dit pas M. Stasi, d'avoir échoué.

B. L. G.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

MM. Gaudin (UDF) et Labbé (RPR) mettent en cause M. Mitterrand

Comme elle l'avait fait la veille au Sénat, l'opposition a profité du nouvel examen de la loi sur la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale, mardi après-midi 20 août, pour évoquer le sabotage du Rainbow-Warrior. Pour M. Jean-Claude Gaudin (UDF) comme pour M. Claude Labbé (RPR), la première remarque qu'inspire cette affaire touche à l'image de la France. La politique du gouvernement est «directement responsable de l'abaissement de l'image de la France», assure le président du groupe UDF, tandis que celui du groupe RPR se dit «profondément choqué de voir la France mise en accusation par des puissances étrangères». M. Labbé fait part de la «honte» qu'inspire une telle situation alors que la France «poursuit des expériences qui sont vitales pour le monde libre».

La deuxième remarque concerne plus directement l'affaire elle-même et l'exploitation politique qu'entend en faire l'opposition. Ainsi M. Gaudin a mis en garde le gouvernement : l'opposition n'acceptera pas qu'il se dédouane «en rejetant ses responsabilités sur des exécutants». Selon lui, «ou bien le chef de l'Etat et le premier ministre n'étaient pas informés et ils sont coupables de négligence; ou ils l'étaient et ils doivent assumer les conséquences de leur échec». Pour M. Labbé, la cause est entendue, «les vrais responsables, ceux qui sont au sommet, ne seront pas mis devant leurs responsabilités». Le «sommet»

précise-t-il, c'est le président de la République, «et surtout le premier ministre».

Ce dernier apparaît comme la cible privilégiée de M. Gaudin. Il reproche au premier ministre de son silence : «Le Conseil constitutionnel annule une disposition essentielle du projet sur la Nouvelle-Calédonie. M. Fabius se tait ! Le président de la République convoque le Parlement en réunion extraordinaire : M. Fabius se tait ! Une affaire obscure se développe : M. Fabius se tait encore !», constate-t-il après avoir demandé que le premier ministre soit entendu par les commissions de la défense nationale et des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, dont la convocation doit suivre, indique-t-il, la publication des conclusions de l'enquête confiée à M. Bernard Tricot.

Aux attaques, M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, répond par la contre-offensive : et il évoque ainsi les «interventions gâchées» de M. Pasqua (lequel ne manquera pas, lors de la dernière lecture du texte sur la Nouvelle-Calédonie dans la soirée au Sénat, de maintenir et répéter ses propos sur l'«incompétence» de M. Fabius, qui doit, dit-il, démissionner). Selon lui, l'opposition attaque le gouvernement «par principe», mais surtout crie au scandale alors qu'elle-même a été plongée «dans les pires scandales financiers». «Rappelez-vous le

temps des «copolons» et des «coquins» ! lance-t-il avant d'expliquer la «grande différence» entre l'opposition et la majorité : cette dernière veut «savoir toute la vérité» et «s'il y a des décisions à prendre, nous les prendrons à quel niveau que se situent les responsabilités».

Déstabilisation

Pour M. André Billardon, l'objectif de l'opposition est clair, c'est la «déstabilisation du président de la République». Une telle démarche, observe-t-il, risque de «porter atteinte au crédit de la France». «S'il est parfaitement logique de se protéger et de disposer pour cela de services de renseignements, il faut condamner une équipe qui mène une agression furtive s'il y a mort d'homme», affirme-t-il.

Déstabiliser le chef de l'Etat ne serait-il pas aussi, selon la logique exposée par M. Billardon, l'un des objectifs du Parti communiste ? M. André Lajoinie estime, en effet, qu'on «ne fera croire à personne que, sous cette République où tout remonte au sommet, l'attention n'a pas reçu le feu vert des plus hautes responsabilités de l'Etat». Les communistes, assure le président du groupe, «n'admettront aucune manœuvre tendant à estomper la responsabilité du président de la République, chef des armées», sans compter qu'ils doutent que la mission d'enquête confiée à «un ancien

digital de la droite» puisse apporter la clarté totale sur ce «crime».

Répondant à M. Michel Debré qui venait de confier son incompréhension d'une entreprise «si mal conçue» et «si mal exécutée», M. Alain Richard s'étonne que «l'acte de piraterie commis contre Greenpeace» n'inspire que cette critique à l'ancien premier ministre. Pour le député socialiste du Val-d'Oise, le répréhensible est d'abord que cette opération est «criminelle», interrogé par Antoine 2, il avait affirmé qu'une éventuelle implication des services secrets français entraînera des responsabilités administratives et des responsabilités politiques.

Avant que de connaître les conclusions de l'enquête de M. Tricot, les socialistes n'ont pas l'intention de laisser le monopole de la polémique à l'opposition. Inaugurée par M. Labarrière lui-même, la méthode consistant à rappeler les scandales qui avaient ébloué l'ancienne majorité a été suivie par M. Richard, qui a cité l'affaire Bokassa et l'affaire De Broglie. La diversion se poursuit ainsi les socialistes leur permet d'affirmer, comme l'a fait M. Richard, que «l'honneur de la France, c'est par la clarté qu'elle le sauvera. Cette clarté qui gêne l'opposition parce qu'elle contraste avec ce qui a eu lieu dans le passé».

A. Ch.

SELON M. STASI

«Certaines autorités militaires» voulaient couler en 1973 le bateau du général de Bollardière

M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, qui fut ministre des départements et territoires d'outre-mer dans le deuxième gouvernement Messmer (du 5 avril 1973 au 27 février 1974), a révélé, mardi soir 20 août, au journal de Soir 3, que «certaines autorités militaires» avaient envisagé de couler certains bateaux de Greenpeace en juillet 1973. «J'avais appris, a-t-il dit, que certaines autorités militaires avaient l'intention non seulement d'arrêter mais aussi de couler certains bateaux qui croisaient dans les eaux intérieures autour de Tahiti. J'avais fait savoir avec beaucoup d'énergie que je m'y opposais».

M. Bernard Stasi nous a précisé qu'il avait été informé que «certaines autorités militaires» manifestaient l'intention de couler le bateau Free, qui participait à la campagne de Greenpeace autour de Mururoa. «Ces idées étaient dans l'air et suffisamment précises pour m'inciter à réagir. J'ai prévenu M. Galley (alors ministre des armées) et M. Messmer que je m'opposais, sur ce qui était mon «territoire», à toute atteinte à la légalité républicaine».

M. Stasi avait envoyé sur place un conseiller technique, M. Robert Castellani, aujourd'hui commissaire adjoint de la République à l'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), pour veiller à la régularité des opérations. Le bateau Free avait été arraisonné à 20 miles de la côte et remorqué avec seize passagers à bord, dont M. Brice Lalonde, le Père Toulat et

le général Paris de Bollardière, jusqu'à la base de l'Hao.

Le député de la Marne souligne qu'en apportant ces précisions son intention n'est pas de «dénoncer» mais de fournir un «détailage». «Je ne tire aucune conclusion si ce n'est que, comme ministre des DOM-TOM, j'étais au courant des intentions de certaines autorités militaires».

M. Stasi attend les conclusions du rapport Tricot, à qui «il fait totalement confiance». Il estime normal que l'on empêche des bateaux de s'approcher des zones dans lesquelles la France se livre à des essais nucléaires. Il approuve la directive envoyée par le président de la République aux armées. «La France doit protéger ses essais nucléaires, mais pas par n'importe quel moyen».

Le premier vice-président du CDS a été désagréablement surpris par la «mollesse» des premières réactions de l'opposition.

M. Hernu : illégitime

M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a déclaré, mardi 20 août, au Blanc (Indre) qu'il n'avait «jamais songé à démissionner». Interrogé par des journalistes sur l'affaire Greenpeace et l'éventualité d'une démission de sa part, le ministre a répondu : «Non je n'ai jamais songé à démissionner. Je n'ai même pas écrit un brouillon de lettre (...) Je déplore normalement mes activités de ministre de la Défense».

Parlant au cours d'une visite du centre administratif de la gendarmerie nationale, M. Hernu a la question de savoir si l'acte contre Greenpeace était légitime, a répondu : «Ce n'est pas mon opinion parce que nous vivons dans une démocratie». Il a ajouté aussitôt : «Le ministre de la Défense assume et assume ses responsabilités».

M. Hernu a, d'autre part, souligné qu'il avait répondu à toutes les questions de M. Bernard Tricot chargé d'enquêter sur cette affaire. M. Tricot, a-t-il ajouté, «conduit son enquête avec beaucoup d'application, de sens critique et de précision. J'ai reçu trois fois le président Tricot. Nous avons eu des entretiens sur ce qui s'est passé dans le port d'Auckland».

«L'important, a-t-il expliqué ensuite, est le rôle de la France dans le monde et sa dissuasion nucléaire», souligne-t-il. «Les essais nucléaires continueront tout le temps qu'il faudra, comme le président de la République l'a dit».

Interrogé sur le fonctionnement des services secrets, le ministre a répondu : «C'est à la suite d'une affaire (1) qui a fait beaucoup de bruit que les services du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) ont été détachés de Maignon pour être rattachés à la Défense. Il est devenu la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), une réforme s'y est appliquée progressivement».

Interrogé sur une nouvelle réforme de ces services, le ministre n'a pas exclu des changements dans le personnel en affirmant : «Il est évidemment indispensable que des militaires, des officiers qui servent dans ces services bénéficient de la loi, la rotation qui se pratique dans les armées, de façon qu'ils ne restent pas trop longtemps dans le même service».

(1) L'affaire Ben Barka (NDLR).

■ M. ACHILLE-FOULD (CDS) : M. Mitterrand a raison d'être ferme. — M. Aymar Achille-Fould, membre du CDS, qui fut secrétaire d'Etat auprès du ministre des armées dans le deuxième gouvernement présidé par M. Pierre Messmer (avril 1973-février 1974), affirme, dans le quotidien Sud-Ouest du 21 août : «Le président de la République a eu bien raison de tenir des propos d'une extrême fermeté. Pour M. Achille-Fould, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, bien des pays nouvellement indépendants du Pacifique, constituent purement et simplement notre présence dans le Pacifique, les expériences nucléaires n'étant qu'un prétexte, au contexte international, notre premier devoir est d'être solidaires».

Turbulences estivales

(Suite de la première page.)

La seconde réaction — la France défendra, par la force s'il le faut, ses sites d'essais nucléaires — répond à la nécessité d'affirmer l'autorité de l'Etat et la souveraineté du pays. Elle ne peut guère déplaire à l'opposition, à droite comme à gauche. Il n'empêche que l'une et l'autre ont été aussi interprétées comme la mise en place d'un système de défense.

Défense encore : le moindre des mouvements du président donne lieu à interprétations sur l'acharnement qu'il mettrait à construire, pierre à pierre, son «bunker» élyséen pour les temps difficiles de la cohabitation. Il en va ainsi, à tort ou à raison, de la «volée» de la liste des hauts fonctionnaires nommés en conseil des ministres, de la procédure parlementaire utilisée pour le nouveau débat sur la Nouvelle-Calédonie... Soupçonné par les uns de préparer les pires trahisons pour l'après-1986 — mais on ne voit pas pourquoi il resterait «inerte», pour reprendre l'usage de ses expressions — M. Mitterrand l'est par les autres de vouloir s'accommoder, à l'inverse, d'une aimable cohabitation. Et préparer la cohabitation, quelle qu'elle soit, «dure» ou «molle», c'est admettre aujourd'hui l'échec de demain. Comment, dès lors, donner aux socialistes du cœur au ventre ?

Outre M. Mitterrand — point d'ancrage, toujours — il reste le gouvernement et donc M. Laurent Fabius. Mais la politique économique du premier ministre, en dépit (ou à cause) d'une tenue rigoureuse, n'a pas de quoi enthousiasmer les foules. La rare de son action reste l'emploi. M. Edmond Maire vient de le lui rappeler. Et sur ce terrain là, rien de spectaculaire ne s'annonce.

Puisque le chef du gouvernement conserve malgré tout une image convenable dans l'opinion, l'opposition a pris garde à ne pas l'oublier dans sa dernière distribution des bonnets d'âne. On réclame de ci de là sa démission. Il a dû sortir de sa réserve habituelle sur les affaires embarrassantes et s'exprimer à la télévision dès que M. Tricot lui aura remis son rapport. Lui aussi se serait bien passé de cet été pourri pour les socialistes.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les écologistes français en proie à la déception

Bien qu'elle ne soit pas encore élucidée — et le sera-t-elle jamais ? — l'affaire Greenpeace heurte la sensibilité de la mouvance écologiste française. Qu'il s'agisse de simples défenseurs de l'environnement, amis des animaux, antinucléaires résolu, non-violents ou pacifistes, les Verts reprochent l'attitude des services français à l'égard de l'organisation internationale, et bien entendu, ils ne pourront qu'en tenir rigueur à un gouvernement qui n'a pas su tenir ses hommes.

«Ou bien l'attentat a été décidé dans les sphères du ministère de la Défense, et cela montre qu'on a une conception policière de l'histoire», dit M. Didier Anger, porte-parole du parti les Verts, qui voit les services ont agi de leur propre initiative, et dans ce cas, nous nous demandons qui gouverne la France».

M. Jean-Claude Delarue, secrétaire général de SOS Environnement, renchérit : «Si des fonctionnaires français ont participé dans cet acte terroriste, dit-il, le fait qu'ils aient échappé à l'autorité du gouvernement constitue un véritable danger pour la démocratie».

Même sentiment parmi les militants du Mouvement pour une alternative non violente (MAN). Attendant le rapport Tricot et les conclusions de l'enquête sur l'expédition en Nouvelle-Zélande, dit prudemment M. Hugues Collé, l'un des porte-paroles de l'association, mais quand nous entendons le chef de l'Etat décider qu'il faut protéger les essais nucléaires par la force, nous nous demandons si l'attentat d'Auckland est vraiment une bavure. Nous sommes inquiets de voir la raison d'Etat poussée à cette extrémité. C'est un mauvais coup pour le socialisme démocratique».

«Une nouvelle victime» du nucléaire

M. Brice Lalonde, des Amis de la Terre, est celui qui réagit le plus vivement. Par deux fois, il s'est rendu à Mururoa : en 1973, pour protester contre les essais dans l'atmosphère ; puis en 1981, pour tenter de vérifier si les iniquités concernant la radioactivité étaient fondées ou non. Il connaît le président de Greenpeace International, M. David McTaggart, qu'il a hébergé pendant plusieurs mois chez lui, à Paris. Et il compte des amis en Nouvelle-Zélande.

«En apprenant que des Français étaient impliqués dans l'attentat contre le Rainbow-Warrior, j'ai eu

honte pour mon pays. Mais, attention, précise-t-il, je ne me joindrai pas à une campagne anti-française. Auckland a été scandalement traité, je n'ai pas de doute, mais je ne suis pas à l'origine de Mururoa, car, après enquête et jusqu'à plus ample informé, je ne pense pas qu'il y ait des bases de graves problèmes de pollution radioactive».

MM. Lalonde et Delarue sont, pour une fois, d'accord sur un point : Greenpeace n'a nullement intérêt à pousser son avantage. Après tout, la France n'est pas la seule à se doter de sites nucléaires souterrains. Ne croions pas hère sur le boudoir.

M. Lalonde s'est rendu à l'ambassade de Nouvelle-Zélande pour s'exprimer ses regrets de simplifier citoyen français. Mais il est le seul à demander, dès à présent, la démission du ministre de la Défense.

LES ENQUÊTES A NOUMÉA ET A AUCKLAND

Indices téléphoniques et renflouage

Le docteur Xavier Maniguet est-il aussi naïf qu'il le laisse entendre ? Dans une interview publiée par le dernier numéro de Paris-Match, il avait assuré être entré en contact fortuitement avec l'équipage de l'Orvea, les ex-détachés Raymond Vélès, Jean-Michel Berthelo et Eric Audren. On en avait conclu que le docteur Maniguet avait servi, à son insu, de «couverture» aux trois marins chargés, selon toute vraisemblance, d'espionner par le fond le Rainbow-Warrior.

La thèse du docteur Maniguet, vrai touriste manipulé par trois faux vacanciers, semble aujourd'hui, battue en brèche par le témoignage du joueur de l'Orvea. Dans une interview recueillie par l'Agence France-Presse en Nouvelle-Calédonie, M. Jean Pélissier, principal actionnaire de la société Nouméa Yacht Charters, propriétaire du bateau, affirme que le docteur Maniguet est «donnant l'impression de bien connaître Vélès». Cela ne signifie évidemment pas que le médecin appartenait lui aussi aux services spéciaux, ni même qu'il ait participé à l'attentat, mais donne à penser qu'il n'a pas dit toute la vérité dans son interview-confession à Paris-Match.

Autre confirmation : l'existence du contacts, en Nouvelle-Calédonie, entre les «Turengs» et l'équipage de l'Orvea. L'envoyé spécial de l'Agence France-Presse à Auckland a ainsi appris de la direction d'un hôtel «de grand standing» de la ville où le couple était descendu pour les

visites du ministre de la Défense. «Le gouvernement aurait dû présenter ses excuses à la famille Pélissier, à l'association Greenpeace et à la Nouvelle-Zélande», ajoute-t-il. Il s'agirait en effet de réparer les dommages causés par la destruction du Rainbow-Warrior, mais, surtout, il devrait faire une proposition internationale d'interdiction de tous les essais atomiques. Tout en gelant à son niveau actuel l'arsenal nucléaire, cela ne nuirait en rien à notre dissuasion».

Même idée chez les non-violents : «La France devrait au moins signer le traité de non-prolifération et se joindre aux discussions de Genève qui rappellent un septembre, dit M. Hugues Collé. Mais réclamer la démission de M. Hernu ne servirait à rien».

Une alternative au duel gauche-droite

Sur les conséquences lointaines de l'attentat, et notamment sur l'attitude qu'adoptent les écologistes lors des élections législatives de 1986, les opinions divergent (1). Pour M. Delarue, le gouvernement actuel peut être crédité de maintes actions positives dans le domaine de l'environnement, des transports, de la santé, de l'agriculture. «Mais, ajoute-t-il, si nous avons de bons textes, ils ne sont qu'appliqués. Dans ces domaines, comme dans le cas de Greenpeace, le gouvernement ne maîtrise pas ses fonctionnaires. Notre attitude future dépendra donc du degré de fermeté que montrera le pouvoir socialiste dans la nécessaire reprise en main».

Pour les non-violents, l'affaire Greenpeace est une déception de plus. «Nous n'avons pas répondu la droite, dit M. Collé, mais nous avons de plus en plus sévères à l'égard de cette gauche-là».

En 1986, les Verts se batront pour leur propre compte, mais le thème de leur campagne s'inspirera de l'actualité. «Nous proposerons de réinventer la démocratie, afin que le pouvoir politique reprenne le contrôle de tous les lobbies qui sont l'armée, la police, le SNPF, les grands corps de l'Etat. Sinon, à quoi servirait-il d'aller aux urnes ?»

M. Brice Lalonde, lui, a déjà une idée en tête, beaucoup plus précise. «Bien que déçu par le socialisme, remarque-t-il, les écologistes n'ont pas envie de revoir les rigueurs de la droite. Il faut donc créer une alternative au duel gauche-droite, une force nouvelle, réaliste mais pas cynique, efficace mais pas mesquinesse, sincèrement européenne, proposant une autre façon de vivre. Cette formation regrouperait des hommes jeunes, imaginatifs. Provoquerons, et en attendant mieux, les questions de parti d'esprit-démocrate ou, si vous voulez, de libéral-centriste».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Les derniers sondages créditent les écologistes de 5 % d'intentions de vote aux élections législatives.

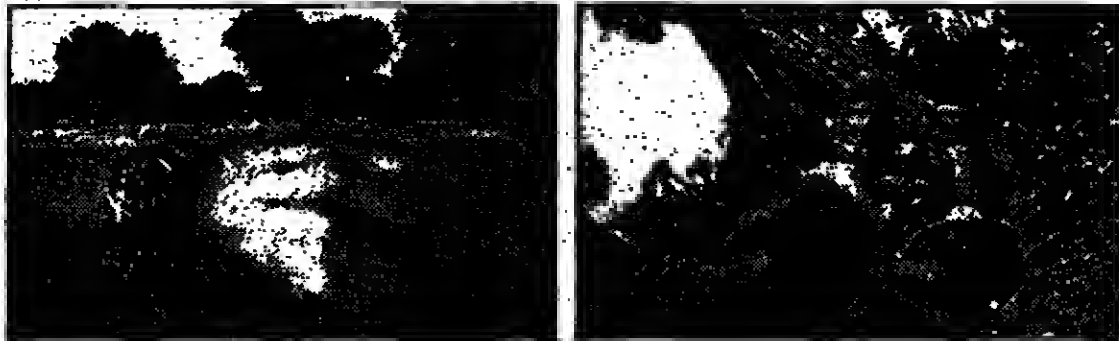
TU ES UNE FRACTION

«Vous n'avez jamais peur ? — Si tu dors dehors, tu as peur de quelq'un puisse arriver. Il y a des voleurs qui te laisse l'appareil de ton monnaie, de tes pieds de la nuit, le soir pendant la nuit. Je ne suis pas très courageux, on a cru que j'avais du courage, mais je n'ai pas conscience que je pourrais arriver. En fait, j'ai peur d'un journal à l'avenir, et qui sont spécialisés dans les histoires de la Mafia. Je suis proposé de dormir dehors complètement stupide. — Ils ont dit que moi, ils avaient peur de passer en Grèce, où l'on a une situation abandonner son pays. Je n'ai pas beaucoup de peur, les gens m'ont dit que c'était dangereux, je suis allé dans des pensions. Mais il faut se débarrasser de sa peur, il y a rien de plus beau que dor-

صكنا من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



D'abord connu pour ses photographies de Gitans, Josef Koudelka gardait secrète une œuvre (déjà) immense. Quelques échantillons viennent d'en être dévoilés par le volume de la collection « Photo Poche » qui lui est consacré.

Josef Koudelka

LA SOLITUDE DU REPORTER DE FOND

L pourrait être un personnage de Knut Hamsun ou de Leskov, un de leurs « vagabonds enchantés », un pèlerin, un charpentier, un homme libre qui va de ferme en ferme pour proposer ses services, et qu'un chien perdu s'obstine à suivre. Mais à la place d'une hache ou d'un fil à plomb, il a un appareil photo.

A l'agence Magnum, où il est entré en 1971 après avoir définitivement quitté la Tchécoslovaquie, Josef Koudelka fait figure de tête de pioche, de fou, d'anti-poison. Il refuse d'aller là où on veut l'envoyer, daigne à peine livrer pour les journaux ses photos moyennes en les signant seulement de ses initiales, et reste des journées et des nuits entières le nez sur ses planches-contact, à découper ses photos et à les grouper en séquences dans des albums pour mieux comprendre les fonctionnements et les mystères de son regard.

Josef Koudelka, l'hiver, dort par terre dans un bureau et ne quitte pas ses chambres noires. Au début de chaque printemps, il fait un pied de nez à tout le monde et repart sur la route. Tout cela serait assommant si Josef Koudelka n'était, à quarante-sept ans, le meilleur photographe de sa génération et, déjà, un des plus grands photographes vivants. C'est ainsi que les Anglais l'ont fêté, l'hiver dernier, en exposant à la Hayward Gallery de Londres ses photographies, entre les dessins de Matisse et les peintures de Renoir. — H. G.

quel moment de l'année quittez-vous Paris ?

— Généralement je commence à travailler dans la période du Carnaval, vers février-mars, avec le beau temps, on avant la Semaine sainte, et je termine début novembre.

— Qu'est-ce que vous emportez ?

— La chemise que je porte sur moi et une de rechange, deux slips, deux paires de chaussettes, une veste matelassée sans manches pour le froid, car je n'aime pas les pull-overs, et une jaquette de l'armée américaine. J'essaye de partir avec des affaires neuves, les chaussures durent un an, mes chemises trois ans, j'emporte deux boîtes de films, une de quatre-vingt-dix rouleaux, une autre de cent vingt, du Tri-X uniquement, car j'ai la possibilité de l'acheter moins cher ; un sac de couchage avec un matelas plat de plastique sans air pour l'isolation ; trois appareils photo et un double de lunettes pour voir de loin si je les brise.

— Vous emportez un cahier, des calepins ?

— Je note sur un calendrier ce que je fais à la date et à l'endroit où je le fais, et les choses qu'il faudrait faire les prochaines fois.

— Comment vous déplacez-vous ?

— En auto-stop, en train, en car. Ce n'est pas tellement l'endroit où je vais qui m'importe, mais la route qui m'y conduit. Si

je trouve sur ma route quelque chose qui surgit par hasard, je suis prêt à oublier où je vais.

— Comment faites-vous pour l'argent ? Vous avez une carte de crédit ?

— Depuis peu, je suis toujours apatride et je me trouve souvent dans la situation, aux frontières, où l'on me demandait de montrer de l'argent. Un ami m'a convaincu que ce serait plus commode de sortir une carte de crédit.

— Vous avez des livres dans votre bagage ?

— Depuis que j'ai quitté la Tchécoslovaquie, je n'ai presque rien lu, comme je ne suis presque jamais allé au cinéma, au théâtre ou au concert. Ce n'est pas que je n'aime pas ces choses, j'aime même beaucoup la musique, mais quand l'hiver je travaille dans la chambre noire je ne parviens pas à faire deux choses à la fois. Quand je suis chez des amis, je n'arrive pas non plus à parler tout en écoutant de la musique. Pour ce qui est des livres, je ne peux pas lire dix minutes dans un train sans avoir mal à la tête durant trois jours. Si tu passes une semaine dans un hôtel, en rentrant le soir dans ta chambre tu prends un livre avant de t'endormir. Mais, pour moi, le problème est de trouver avant le coucher du soleil un endroit où je pourrais dormir. Je suis tellement fatigué, j'ai marché toute la journée...

— Quand vous débarquez dans une ville, comment procédez-vous, vous avez un plan ?

— La première chose que je fais est de me débarrasser de mes affaires pour être le plus léger pour le travail. Je les dépose à la consigne de la gare, ou chez des amis. J'ai accumulé beaucoup de connaissances d'un pays à l'autre. Ce sont parfois des gens que j'ai rencontrés à Paris, mais comme Paris n'est pas un bon endroit pour se parler, je leur ai dit : « Donnez-moi votre adresse, je viendrai bavarder avec vous. » Je repasse toujours dans les mêmes circuits, depuis cinq ou dix ans. Quand je quitte la France pour

l'Italie, je m'arrête d'abord à Milan, puis à Florence, Sienne, Rome, un peu plus longtemps à Naples, et, après la Calabre, je termine à Palerme, où je reste un mois.

— Vous cherchez à vous perdre ?

— Au contraire, je suis très précisement ce que je veux faire. La première fois que je suis allé en Turquie, je voulais tout voir, je me sentais complètement libre, sans idées. Mais j'ai fait des photos. L'hiver je les examine et je peux m'apercevoir où j'ai été bien, où je pourrais être meilleur. Retourner dans un pays me permet d'être plus précis.

montré. Je suis allé dans la forêt cueillir des framboises pour les vendre à la ville, avec l'argent j'ai acheté un appareil en bakélite et j'ai photographié les gens de ma famille, j'ai porté le rouleau au boulanger, il m'a appris à développer. Le boulanger est toujours en vie, il est content de moi.

— Des peintures vous ont influencé ?

— En Tchécoslovaquie, je ne connaissais aucun peintre, je n'étais pas en contact avec la peinture. A propos de mes photos de Gitans, des gens m'ont dit qu'elles avaient été influencées par la peinture classique, je n'en

avais jamais vu. Je n'ai pas étudié l'histoire de l'art, mais je commence à connaître les peintres. Je fais toujours un pèlerinage dans les musées. Je ne regarde pas les noms. Bien sûr, cela m'intéresse de voir comment les gens travaillaient, comment ils composaient, mais c'est plutôt la stimulation de l'accumulation de la beauté qui te donne envie de faire quelque chose. Je ne suis pas sûr que je mot beauté soit le bon, si ce n'est pas intensité.

Propos recueillis par HÉRVÉ GUBERT.

★ Josef Koudelka, dans la collection « Photo-Poche », 32 F.

LES QUALITÉS PARTICULIÈRES DES GITANS

Avez-vous l'impression d'une évolution dans votre travail ?

— Oui, et l'exemple typique peut être les Gitans. Pourquoi je me suis mis à photographier ces gens, et pourquoi j'ai cessé ? Je ne le sais pas exactement. Je ne me suis jamais considéré comme un spécialiste des Gitans, simplement j'étais intéressé par quelques-uns de leurs qualités. Si les gens perdent ces qualités, mon intérêt pour eux diminue et je vais chercher d'autres types de gens qui les ont conservés. Quand Henri Cartier-Bresson a découvert mon travail sur les Gitans, il m'a offert un billet d'avion aller-retour pour l'Inde ; il m'a dit : il faut absolument que tu ailles là-bas pour connaître l'origine des Gitans. C'était très gentil, c'est bien sûr formidable d'aller partout, mais je ne voulais justement pas faire « les Gitans partout ». Je me suis aperçu que c'était peut-être la musique des Gitans qui m'avait captivé, et qui était particulière à mon pays, cette musique de violons et de cymbalum que j'avais moi-même jouée dans mon enfance...

— Ces qualités que vous recherchez, vous sauriez les définir ?

— Je sais seulement que ce qui m'intéresse, c'est ce qui est terminé, ce qui disparaît plutôt que ce qui va venir. En Angleterre, je suis resté rive à des bidonvilles, j'étais triste à l'idée qu'on allait les détruire, tout en étant conscient de la dureté des conditions de vie. J'ai beaucoup aimé l'Espagne, où les gens sont relativement pauvres ; pour cette raison peut-être ils conservent des qualités que tout le monde autour est en train de perdre. Peut-être qu'avec le minimum on jouit davantage de la vie. A Palerme, j'ai fait une photo d'un petit garçon qui vendait des roses à un feu rouge, je l'ai suivi, l'argent qu'il a ramassé il est allé en donner une

partie à un mendiant, je le photographiais, il s'est approché de moi, il m'a demandé : « Est-ce que tu as mangé au moins ? est-ce que tu as faim ? »

— Le fait de travailler tellement l'hiver sur vos planches-contacts vous apporte quoi ?

— Dix ans après les avoir prises, on voit les photos différemment : il n'y a pas que les costumes ou les visages qui ont changé, mais son propre regard. Il y a les photos claires qui sont sorties immédiatement, et des photos plus secrètes qui ont besoin de temps pour émerger. La confirmation d'une bonne photo, c'est le temps. En Tchécoslovaquie, j'avais tapissé les murs de ma chambre avec toutes mes photos qui me semblaient bonnes, je vivais en permanence avec elles, et avec le temps il m'arrivait d'en retourner certaines contre le mur, comme un morceau de musique que tu as adoré et que, dorénavant, tu préfères sauter. Les bonnes photos vieillissent très bien : une bonne photo est celle que je peux regarder longtemps sur un mur.

— La dernière fois que je vous ai vu, vous m'avez offert du slivovitch...

— Oui, l'alcool de prune que distillait mon grand-père, c'était la dernière bouteille. Il est mort. Mon père était tailleur, dans mon village tout le monde était tailleur, il n'y avait que cinq cents habitants, ils taillaient des robes d'étoffe qu'ils portaient à l'usine.

— Dans votre biographie, on dit que vous avez commencé la photo à quatorze ans.

— C'est un boulanger qui m'a fait découvrir la photo. En Tchécoslovaquie, on fabrique du pain noir qui dure une semaine. Le boulanger était un ami de mon père, il faisait de la photo, il photographiait des paysages qu'il m'a

TU ES UNE FRACTION DU PAYSAGE

— Vous n'avez jamais peur ?

— Si tu dors dehors, tu as peur que quelqu'un puisse arriver. Il y a les voleurs. Je laisse l'appareil dans mon sac à côté de mes pieds pour bien le sentir pendant la nuit. Je ne suis pas très courageux. En 1968, en Tchécoslovaquie, on a cru que j'avais du courage, mais je n'étais pas conscient de ce qui pouvait arriver. En Sicile, je retrouve des amis qui travaillent pour un journal à Palerme, et qui sont spécialistes pour les histoires de la Mafia. Je leur ai proposé de dormir dehors avec moi, ils m'ont dit : « Tu es complètement stupide. » Ils savaient plus que moi, ils avaient plus vu. Après l'Italie, c'est agréable de passer en Grèce, où l'on peut sans risque abandonner son sac au milieu d'un village. Au Mexique, je n'ai pas pu beaucoup dormir dehors, les gens m'ont dit que c'était dangereux, je suis allé dans des pensions. Mais il faut parfois se débarrasser de sa peur. Il n'y a rien de plus beau que dor-

mir dehors : tu peux voir ce qu'il y a au-dessus de toi, cet océan avec ses étoiles, et, d'un seul coup, tu te sens à ta bonne proportion, tu deviens une part de la nature qui est à tes côtés.

— Vous rencontrez beaucoup d'animaux ?

— Ils apparaissent avant le lever du soleil, c'est le plus beau moment de la journée ; tu es resté là toute la nuit, tu es une fraction du paysage, les animaux n'ont plus peur de toi, les chiens errants réagissent doucement à tes mouvements, les oiseaux déboulent.

— Vous avez un walkman ?

— Je m'en sers plutôt pour apprendre la langue d'un pays quand je le traverse. J'arrive en Italie au moment où j'ai enfin retrouvé l'espagnol, alors les gens disent que je parle l'italien avec un accent espagnol. En Macédoine, ils pensent que je suis Slovéne. Je ne parle aucune langue très bien, mais je peux communiquer le nécessaire.

CHRISTIE'S GENEVE

Importantes Ventes aux Enchères d'Automne

Hôtel Richemond, Genève du 9 au 14 novembre 1985

Bijoux - Art Nouveau/Déco et Reliures - Porcelaine Européenne - Orfèvrerie - Boîtes en Or et Objets de Vitrine - Objets d'Art Russe et Fabergé - Vins

Date limite d'inclusion aux catalogues: 16 septembre 1985

Estimations et renseignements:

Christie's
17 rue de Lille, 75007 Paris
Tel: (01) 261 1247 Telex: 213468
8 Place de la Taconnerie, 1204 Genève
Tel: (022) 28 25 44 Telex: 423634

société

MÉDECINE

SIDA

Le mouton modèle

Dernier épisode à date de la course du virus et s'est engagée entre les chercheurs de l'Institut Pasteur et ceux du National Cancer Institute du précurseur Gail à propos du SIDA, la publication par une équipe franco-américaine (1) d'une étude qui montre que le virus du SIDA, le LAV, est très proche du virus VISNA, un lentivirus responsable chez le mouton d'une maladie inflammatoire du système nerveux central ainsi que d'une pneumonie à développement chronique.

Le premier écrit de cette étude est donc de confirmer que le LAV appartient à une classe très particulière de rétrovirus, celle des lentivirus. Dans l'interview qu'il a récemment accordée au *Monde* (16 juillet), le professeur Gail en était d'ailleurs convaincu. Mais il ajoutait que le virus du SIDA avait été vraisemblablement transmis par les singes vus africains. C'est cette hypothèse que s'abîme contredire la dernière étude pasteurienne. Celle-ci porte en effet que le LAV et le VISNA ont de très nombreuses similitudes (aspect morphologique, effet cytopathogène, attache au système nerveux, induction d'une maladie à évolution lente). Comme le LAV, le VISNA est un virus « cheval de Troie », c'est-à-dire que, malgré les défenses immunitaires, il peut par une infection clandestine de certains neurones blancs (des lymphocytes) pénétrer à l'intérieur de l'organisme. Pour passer à l'attaque, il a besoin de stimulations antigéniques de cofacteurs (certains virus comme celui de l'hépatite B, le cytomégalovirus et le virus Epstein Barr pourraient jouer rôle).

Tous ces considérations font que l'VISNA pourrait être utilisé éventuellement comme un modèle physiopathologique possi-

ble de l'infection du SIDA. Plus encore, ces découvertes laissent espérer que, en inoculant le virus du SIDA aux moutons, il sera possible de reproduire l'infection chez ces derniers et de disposer - enfin - d'un modèle animal de la maladie qui, jusqu'à présent, faisait défaut. En tout état de cause, il semble maintenant démontré que le LAV est bien le premier lentivirus à avoir été isolé chez l'homme.

Quant à savoir s'il provient d'un réservoir animal - du mouton ou du singe - il est encore prématuré de l'affirmer.

F. N.

(1) Cette étude est publiée dans la revue *Cell* (numéro du 20 août, tome XLII). Elle est coignée par des chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'INSERM, du CNRS et de l'Université du Minnesota (Pierre Sogno, Marc Allou, Katharine Stauden, David Klatman, Stewart Cole, Olivier Desrosiers, Ernest Retzel, Pierre Toller, Ashley Haase et Simon Wain-Hobson).

● L'archidiocèse de New-York envisage d'ouvrir un centre pour les victimes du SIDA. L'archidiocèse de New-York envisage très sérieusement d'ouvrir à Manhattan un centre de traitement et de soins pour les victimes du SIDA, a annoncé, lundi 19 août, le cardinal John O'Connor, ajoutant qu'il était « très inquiet ». Ce centre, dont la date d'ouverture n'a pas été précisée, sera tenu par des civils, des prêtres et des sœurs missionnaires de la Charité, un ordre fondé par Mère Thérèse. L'archidiocèse de New-York a déjà accordé 50 000 dollars à l'hôpital Saint-Vincent, à Greenwich Village, pour aider les patients atteints de SIDA.

Jusqu'à présent, le cardinal O'Connor était célèbre pour ses critiques à l'égard des homosexuels. Toutefois, un porte-parole de l'archidiocèse a déclaré qu'« une personne tournée vers l'homosexualité ne doit pas être abandonnée ou maltraitée pour autant ». — (AFP.)

SELON UNE ÉTUDE AMÉRICAINE

Les couveuses trop éclairées peuvent rendre les prématurés aveugles

Lorsqu'elles sont trop puissantes, les lampes qui permettent d'éclairer en permanence les couveuses des prématurés peuvent être dangereuses pour les nouveau-nés prématurés. En particulier, elles exposent au risque de rétinopathies de la prématurité qui, dans les cas les plus sévères, peuvent rendre les nouveau-nés définitivement aveugles. Telle est en substance la conclusion d'une enquête menée par l'équipe du Dr. Peter F. Glass (du Children's Hospital National Medical Center de Washington) que publie *The New England Journal of Medicine* (1).

Pour arriver à une telle conclusion, le docteur Glass a étudié les effets de l'exposition à la lumière dans deux groupes de nouveau-nés prématurés, bien distincts (tous pesant moins de 2 000 grammes et la période de gestation était à la naissance de moins de trente-cinq semaines) : les uns - ils étaient soixante-quatre - ont été placés dans des couveuses soumises à une lumière d'une intensité de 640 lux (2) ; les autres - cent cinquante-quatre - dans une couveuse éclairée par 270 lux.

Si l'on ne considère que les prématurés les plus hypotrophiques, ceux dont le poids de naissance était inférieur à 1 000 grammes, on remarque que, chez ceux qui ont été exposés à la lumière la plus forte, une rétinopathie survient dans 86 % des cas. En revanche, chez ceux qui ont été soumis à un éclairage plus léger, cette proportion tombe à 54 %.

Il ne faudrait pas en conclure pour autant que ces lampes - au demeurant indispensables aux médecins et aux infirmières pour surveiller les nouveau-nés et les nombreux appareils qui les entourent - sont seules responsables de l'apparition de cette pathologie. On sait bien aujourd'hui que la mise sous oxygène ainsi que l'immaturité de la rétine inhérente à la prématurité sont en grande partie à l'origine de cette rétinopathie. Il n'en reste pas moins vrai que l'éclairage de la couveuse joue un rôle.

Il y a vingt-cinq ans, les couveuses étaient beaucoup moins puissamment éclairées (en moyenne 100 lux) et sans doute ce type de pathologie était-il moins fréquent. Aujourd'hui, cette moyenne tourne autour de 960 (de 375 à 2 000 selon les maternités). Mais dans le même temps on a assisté à une régression

spectaculaire du taux de mortalité néonatale, qui n'a pu être obtenue que par une plus grande médicalisation des premiers jours de la vie et, en particulier, par l'apparition de véritables unités de soins intensifs néonataux.

Ce progrès, comme bien souvent en médecine, a eu son revers puisque cette médicalisation, avec son cortège de nouveaux appareils et de nouvelles techniques, a induit l'apparition de nombreuses pathologies iatrogènes : ainsi les cathéters ombilicaux qui peuvent provoquer des thromboses vasculaires, l'utilisation de la ventilation artificielle qui parfois entraîne l'apparition de dysplasies broncho-pulmonaires, etc.

Dans certains cas, ne va-t-on pas parfois trop loin aujourd'hui en tentant de faire survivre certains nouveau-nés qui, à leur naissance, ne pèsent pas plus que quelques centaines de grammes ? On est là limite entre l'acharnement thérapeutique et la sauvegarde d'une vie humaine ? En tout cas mieux vaut, lorsque c'est possible pour les grands prématurés, diminuer l'intensité de la lumière qui éclaire les couveuses. On réduira ainsi d'autant le risque de rétinopathie plus fréquente chez ces derniers. Cependant, estime le professeur Emile Papiernik (hôpital Antoine-Bécé, Clamart), il ne faudrait pas que l'installation des nouveau-nés dans l'obscure ait pour conséquence un défaut de surveillance. Il convient de trouver un juste équilibre.

FRANCK NOUCH.

(1) Daté du 15 août.
(2) Le lux est l'unité d'éclairement qui équivaut à l'éclairement d'une surface qui reçoit normalement et d'un même nombre univoque un flux lumineux d'une lampe par mètre carré.

SCIENCES

DÉCOUVERTE PAR DEUX ASTRONOMES AMÉRICAINS

Une supernova non identifiée

Deux astronomes américains ont découvert une nouvelle supernova dans une galaxie spirale relativement proche de la Voie lactée. Le fait, en lui-même, pourrait être banal - on détecte quasiment chaque année une de ces explosions violentes qui marquent le terme de l'évolution de certaines étoiles - si la nouvelle venue n'avait la particularité de s'apparenter à aucun des types de supernovas recensés jusqu'ici.

En février dernier, les deux chercheurs, MM. Alexei V. Filippenko et Wallace L.W. Sargent (1), observaient des galaxies proches de la nôtre à l'observatoire du mont Palomar (Californie), lorsqu'ils détectèrent, près du noyau de la galaxie NGC 4619, un « objet stellaire brillant » dont le spectre de radiations révélait la présence d'atomes de sodium, de magnésium et surtout d'oxygène. Comme ils l'expliquent dans un récent numéro de la revue scientifique britannique *Nature*, les très larges raies de ce spectre seraient pu caractériser la présence d'une de ces radiations très puissantes que sont les quasars, mais leurs longueurs d'onde n'étaient pas les bonnes. L'objet, qui semblait la manifestation d'un phénomène explosif, était d'autre part trop brillant pour être une nova (étoile éruptive ou explosive). Il ne pouvait donc s'agir que d'une supernova, que les astronomes baptisèrent SN1985f.

Trop près du Soleil

Reste que cette dernière - telle que la décrit son spectre, véritable « signature » des corps qu'elle émet - ne ressemble en rien aux supernovas connues à ce jour. Elle ne s'apparente ni à celles du type I, qui seraient nées au sein des systèmes binaires (ensembles de deux étoiles proches gravitant l'une autour de l'autre) ni à celles du type II, dont on pense généralement qu'elles seraient produites par des étoiles massives et relativement jeunes. Rien à voir non plus avec d'autres types de galaxies plus rares, catalogués jusqu'ici. Il semble donc qu'il s'agit bien là d'une « nouvelle espèce de supernova », comme nous l'a confirmé M. Michael Friedman, de l'Institut d'astrophysique du CNRS à Paris.

MM. Filippenko et Sargent estiment que SN1985f serait née en septembre ou octobre 1984. L'explosion est passée inaperçue, expliquent-ils, parce qu'elle se trouvait au sein de laquelle elle s'est manifestée était relativement proche

du Soleil, ce qui rendait les observations difficiles. En outre, comparée aux autres, cette supernova « s'est jamais été très brillante ».

Une supernova de faible luminosité, libérant de grandes quantités d'oxygène, n'appartenant pas aux types connus : ces caractéristiques rappellent étrangement celles de certains restes de supernovas qui intriguent les chercheurs. Cassiopeïa A par exemple, qui a explosé dans notre galaxie à la fin du dix-septième siècle - et qui, curieusement, ne semble pas avoir été observée à l'époque, alors qu'elle aurait normalement dû être visible à l'œil nu plusieurs mois - présente dans son spectre uniquement des raies correspondant à l'émission d'oxygène. De là à penser qu'un même type d'étoiles serait à l'origine de SN1985f et de Cassiopeïa A, il n'y a qu'un pas que les astronomes américains franchissent volontiers. C'est dire que, si l'on parvenait à connaître la nature de l'étoile qui a provoqué l'apparition de la dernière des supernovas, bien d'autres mystères pourraient trouver une explication.

D'autres observations seront nécessaires. Mais, déjà, SN1985f offre aux astronomes une occasion rare d'étudier le devenir de cet « objet bizarre » dans le milieu interstellaire. Peut-être pourra-t-on alors mieux comprendre les mécanismes susceptibles de conduire à l'explosion des supernovas, qui comptent parmi les sources d'énergie la plus importantes pour les galaxies et qui semblent contribuer à la formation de nouvelles étoiles.

ELISABETH GORDON.

(1) M. Filippenko travaille au département d'astronomie de l'université de Berkeley, M. Sargent à l'observatoire du mont Palomar à Pasadena.

● Pense d'un satellite américain. - Le satellite américain NUSAT (Northern Utah Satellite), ne fonctionne plus. Placé sur orbite basse par la navette spatiale Challenger en avril dernier, ce petit satellite destiné à l'étalonnage de stations de contrôle de l'Agence fédérale de l'aviation civile (FAA) pourrait être définitivement hors service, ont annoncé, le lundi 19 août, les universitaires qui l'ont construit. Le Weber State College d'Ogden (Utah) a signé un contrat de 38 000 dollars (environ 320 000 F) avec la FAA pour la réalisation d'un autre satellite du même type, qui devrait être lancé en 1987. — (AFP.)

SPORTS

TENNIS

Le mimétisme est saisissant : mêmes tics, même démarche, mêmes habitudes vestimentaires. L'après-midi, les grilles de Roland-Garros, dix semaines seulement après la clôture de l'Internationaux de France, on a le sentiment de pénétrer un monde familier. Seules les proportions ont changé. Les gants professionnels ont cédé la place aux Championnats de France des jeunes, à une armée de champions en herbe. Leur panoplie de frisés tennismen ne laisse planer aucun doute : le sérieux est à l'ordre du jour. De chaque côté du filet les fronts se plissent, les mâchoires se serrent, les poings se ferment. Un coup de raquette rager vient ponctuer le moindre passage à vide. Et il n'est pas rare de voir en direction de l'arbitre de chaise un de ces regards réprobateurs qui font tout le sel des empogues de haut niveau.

On peut évidemment regretter un tel climat, explique M. Jacques Dufrenoy, l'aimable juge arbitre de la Fédération. Mais c'est un fait. Aujourd'hui, on joue de moins en moins pour le plaisir. Les gosses se soucient à la peine du court. Les qualités mentales dépassent souvent leurs qualités physiques. Le tennis prend une place exagérée dans leur existence. Même les plus expérimentés ne pensent qu'à leur classement ou à celui de leur adversaire. Depuis un certain nombre d'années, la race des comptables aube beaucoup de tort à notre sport.

Mai puis

Bien sûr, les responsables fédéraux ignorent rien des raisons de cette surenchère. La multiplication des épreuves pour jeunes, le rôle nocif de certains parents pressés de rentabiliser au plus vite le talent de leur progéniture, l'exemple télévisé de superchampions pas toujours à la hauteur de leurs responsabilités : tout concourt au mauvais climat enregistré au détour des rencontres les plus anodines. Le succès de tournois comme celui des « Petits As » (treize-quatorze ans), organisé en mars dernier à Turin ou celui des champions de France poussins

Les enfants tristes de Roland-Garros

(neuf-dix ans) créés à Blois à l'initiative de Jean-Paul Loth, entraîneur national, a paradoxalement exaspéré certains éducateurs inquiets de voir de tout jeunes adolescents obéir aussi servilement aux dures réalités de la compétition. Hormis les dangers purement physiques et physiologiques que certains d'entre eux peuvent encourir à force de multiples matches et entraînements, c'est surtout, selon les plus pessimistes, des troubles psychiques que risquent de contracter à la longue les enfants embarqués dans un tel processus.

La Fédération internationale, elle-même, alarmée par ce problème, a décidé, lors de son dernier congrès, en juillet, d'interdire purement et simplement les compétitions internationales pour les douze ans et moins et de limiter à quatre tournois professionnels les ambitions des champions prématurés débarqués sur le circuit parfois dès l'âge de quatorze ans.

Autre sujet de préoccupation en ces temps d'inflation tennistique : la correction sur le court et le respect des règlements. « Le chivage, expli-

que Jean-Paul Loth, se fait vers quatorze-quinze ans. Avant cet âge, les jeunes bougonnent, mais ils respectent l'arbitre comme ils respectent leurs parents. C'est après que le problème se pose. La télévision n'est pas innocente dans l'évolution de ce processus. La télévision et donc les champions.

John McEnroe s'il fait l'unanimité du côté des techniciens, a en contrepartie une très mauvaise réputation auprès des pédagogues. Même ses pairs, pour près de 50 % d'entre eux, si l'on en croit un sondage de *Tennis Magazine* (1), le jugent proprement désagréable. Nul doute qu'au-delà de son influence sur le style des plus jeunes, désormais souvent portés comme lui vers le jeu d'attaque, son manque de tenue déteigne aussi sur les générations les plus influençables. Comme le disait un ancien dirigeant français : « Arrivera peut-être un temps où, à force de devoir composer avec des enfants mal élevés ou trop gâtés, nous devrons, faute de mieux, recruter les vrais champions à l'Assistance publique ».

BERNARD HEIMERMAN.

(1) Numéro 14 daté de septembre.

● Tournoi de Cincinnati. - Yannick Noah, tête de série n° 3, s'est qualifié, mardi 20 août, pour le deuxième tour du tournoi de Cincinnati, doté de 375 000 dollars, en battant facilement l'Américain Mike Bauer (6-3, 6-3). Tarik Benhabib s'est également qualifié aux dépens du Britannique John Lloyd (6-3, 6-1). En revanche, Henri Leconte et Guy Forget ont été éliminés respectivement par l'Indien Vijay Amritraj (7-6, 6-4) et l'Américain Ken Flach (6-4, 6-4).

● Course de l'Europe. - En terminant troisième de la quatrième étape Torquay-Launceston (235 miles), Eric Cadelas, de François Bouchet, accède à la deuxième place du classement général (21,4 pts) derrière Crédit-Agricole, de Philippe Jeannot (14,7 pts). J.-F. Services, de Patrick Morvan, est troisième (21,7 pts).

UN GROUPE FRANÇAIS PRÊT À CONSTRUIRE UNE STATION DE SKI EN CHINE

Les Arcs de Mandchourie

Le groupe français des Arcs pourrait construire la première vraie station de sports d'hiver chinoise. Spécialistes des équipements de ski, le groupe, présidé par M. Roger Godino - qui a déjà réalisé la station de Burovitz, en Bulgarie - vient de faire parvenir aux autorités de Pékin le projet pour une station de 2 500 lits (équivalent de trois gros hôtels) équipée d'une chaîne complète de remontées mécaniques. L'investissement représenterait 36 millions de dollars.

Les premiers contacts ont été pris en octobre 1983. Les services commerciaux de l'ambassade de France ont prévenu que les Chinois avaient l'intention d'édifier une station pour développer le tourisme d'hiver - les investissements dans ce secteur sont plus rentables que ceux pour le tourisme estival - et pour former des alpinistes de compétition. Nous a déclaré M. Jean-Luc Béranger-Duclos, directeur du développement du groupe, qui a suivi le dossier.

« Nous avons aussitôt fait un premier déplacement sur les lieux, à 1 200 kilomètres au nord-est de Pékin, dans l'ancienne Mandchourie. C'est une région isolée et vallonnée qui ressemble un peu au Jura et qui était alors encore fréquentée

par les loups et les lynx. Après études, il nous est apparu qu'elle était propice à la pratique des sports d'hiver. Toutefois, nous avons dû prévoir un aménagement artificiel en raison de l'absence de statistiques météorologiques assez longues. D'autre part, les clients japonais - vingt-huit millions de skieurs - et de Hong-Kong représentent un potentiel séduisant. »

En fait, la première tranche des travaux, une piste de descente aux normes olympiques a été prévue par le groupe, qui a réalisé les sites alpins du mont Allen pour les prochains Jeux d'hiver à Calgary (Canada). Des financiers japonais, anglais, et français sont d'ores et déjà impliqués par cette opération qui pourrait avoir d'importantes retombées économiques pour la France.

« Le tourisme en Chine est un secteur en développement mais les problèmes liés à la nature du système économique », nous a précisé M. Béranger-Duclos. Le groupe des Arcs étudie également la réalisation d'un hôtel balnéaire de quatre cents chambres à l'endroit où la Grande Muraille de Chine rejoint la mer. L'investissement serait de l'ordre de 15 millions de dollars.

ALAIN GIRALDO.

Le privé en orbite

Une petite station orbitale à l'usage d'une firme privée devrait être lancée en 1989 par la navette spatiale américaine. La NASA vient en effet de signer un accord avec la société américaine Space Industries Inc. a annoncé, le mardi 20 août, M. James Beggs, administrateur général de l'Agence spatiale américaine. Ce module, dit ISF (Industrial Space Facility), qui serait alimenté par deux grands panneaux solaires et qui mesurerait quelques douze mètres de long, ne sera pas habité en permanence, contrairement à la « grande » station orbitale que les Américains comptent lancer au début des années 90.

Mais il devrait permettre à des équipes d'astronautes ou d'ingénieurs - travaillant « en marche de chantier », comme le souligne

M. Beggs - de poursuivre en apesanteur des recherches sur la production de produits pharmaceutiques ou de matériaux. Ce projet est « le plus ambitieux jamais entrepris dans l'espace par une firme privée », a souligné l'administrateur général de la NASA. Si l'entreprise McDonnell Douglas a déjà envoyé à deux reprises (en août 1984 et en avril 1985) un de ses ingénieurs pour travailler à bord de la navette, c'est en effet la première fois qu'une société privée envisage de se doter d'un véritable laboratoire spatial.

L'accord signé par Space Industries Inc. prévoit que cette dernière remboursera à la NASA les frais de lancement et de fonctionnement de la petite station orbitale dès que l'entreprise commencera à être rentable.

EN BREF

● Explosion à Royat : trois morts, dix blessés. - Les pompiers de Royat (Puy-de-Dôme) ont dépecé, mardi 20 août après-midi, le corps de la dernière victime d'une explosion qui a détruit un immeuble de la ville dans la nuit du 19 au 20 août. Le nombre total des victimes s'établit ainsi à trois morts et dix blessés dont cinq sont gravement atteints. Une information judiciaire a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion.

● Les suites de la prise d'otage à la Mosquée de Paris. - La famille d'Amour Oussani, vingt-sept ans, tué le 12 août par la brigade anti-commando de la préfecture de police à la Mosquée de Paris, à la suite d'une prise d'otage, a déposé plainte contre X... pour homicide volontaire le 20 août, a annoncé M. Oussani, avocat de la famille. Amour Oussani s'était présenté à la Mosquée de Paris où il avait tiré sur M. Rabah Dramchini, chef du

personnel de la Mosquée, le blessant au foie. Il s'était alors retranché dans un bureau durant cinq heures avec un otage. Ce dernier avait réussi à se libérer quand les policiers tirent sur le forcé, qui « se morfondait menaçant », selon le commissaire Canché (le *Monde* du 14 août).

● Viol dans le RER : une information judiciaire est ouverte. - Une information contre X pour viol a été ouverte, le 20 août, au tribunal de Paris pour élucider les conditions dans lesquelles Isabelle, femme de ménage de dix-huit ans, a été violée par un homme aidé d'un complice le 13 août, vers 18 heures, sur le quai de la station Châtelet-Les Halles du RER (le *Monde* du 20 août). Le dossier a été confié à M^{me} Martine Aussel, premier juge d'instruction, qui doit recevoir, très rapidement, Isabelle, dont la plainte a été déposée le 14 août.

INFORMATIONS « SERVICES »

LE JEU DU MERCREDI

LE QUIZ

Ces événements ont fait la « une » de l'actualité il y a quelques semaines ou quelques mois. Si vous êtes un lecteur assidu du Monde, vous devriez retrouver sans mal les réponses exactes.

1. L'Allemagne vue par les Français : dans ce sondage publié par le Monde, en juin dernier, combien de personnes interrogées considéraient-elles que la France devrait aller défendre la RFA si la sécurité de celle-ci était gravement menacée ?
a) 27 % ;
b) 47 % ;
c) 57 %.
2. Révélation de M. Fiterman après les déclarations hostiles au Parti communiste de François Mitterrand au cours de son voyage en Languedoc-Roussillon : il déclarait avoir menacé de quitter le gouvernement :
a) à deux reprises ;
b) une bonne douzaine de fois ;
c) un nombre inimaginable d'occasions.
3. Comment M. Fabius jugeait-il le conflit qui l'opposait à M. Lionel Jospin :
a) ridicule et navrant ;
b) artificiel et inopportun ;
c) incompréhensible et regrettable.
4. Au cours de l'émission TF 1 à domicile, quelle est la plus grande qualité que M. Rocard a souhaité se voir reconnaître :
a) le sens de l'humour ;
b) la ténacité ;
c) la compétence.
5. De quel adjectif les instituteurs du Syndicat national qualifient le langage de M. Chevènement :
a) chébran ;
b) simpliste ;
c) ringard.
6. Quel est le nom du grand projet européen encouragé par la France dans le domaine technologique :
a) Quovadis ;
b) Menta ;
c) Euréka.
7. Le dernier ouvrage d'Olivier Störn s'intitule :
a) Le Centre et son identité ;
b) Une certaine idée du centre ;
c) A la recherche du centre perdu.
8. Victorieux à Roland-Garros, il se faisait éliminer au premier tour du tournoi de Wimbledon. Ce tennisman s'appelle :
a) Yannick Noah ;
b) Mats Wilander ;
c) Ivan Lendl.
9. Mort du dirigeant Enver Hoxha en avril 1985. Il menait depuis quarante ans les destinées :
a) de l'Albanie ;
b) du Yémen ;
c) du Paraguay.
10. Comment M. Fabius a-t-il expliqué qu'il n'avait pas voulu à Matignon du même fauteuil que M. Mauroy :
a) parce qu'il a les jambes moins longues ;
b) parce que ce fauteuil lui rappelait de mauvais souvenirs ;
c) parce que M. Mauroy l'avait cassé.

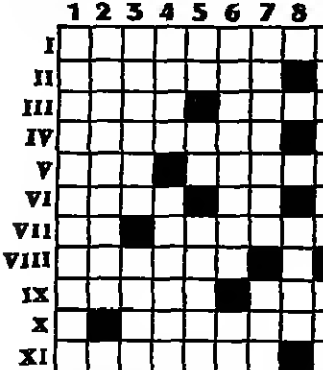
Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU MARDI (à la tribune)

- 1 : la crise institutionnelle ; 2 : président de la République ; 3 : mettre à la porte ; 4 : attention ; 5 : l'Allemagne ; 6 : personnages ; 7 : modéré ; 8 : barde ; 9 : institutions de la République ; 10 : officiers ; 11 : sociale ; 12 : pays ; 13 : traumatisme ; 14 : Non, ce n'est pas cela ; 15 : réel ; 16 : objectifs ; 17 : la démographie ; 18 : embaucher ; 19 : moribonde ; 20 : la comédie ; 21 : commandos ; 22 : le grand soir ; 23 : barres de fer.
- 0 à 6 réponses exactes : Ne venez-vous pas un jospiniste boudoir par hasard ?
- 6 à 10 réponses exactes : Installez-vous dans un fauteuil et laissez-vous aller à la lecture de ce jeu.
- 10 à 15 réponses exactes : Convenable : vous êtes admis au Front républicain. Pour recevoir votre carte, écrivez à Matignon.
- 15 à 20 réponses exactes : Bien. Vous avez gagné un bouquet de la SKF. Vous pouvez aller chercher votre lot au siège de l'Association ou au Club des Colons-Fabius.
- 20 à 23 réponses exactes : Remarquable. Le minime fonctionnaire. A moins que ce ne soit le ministre. Dans tous les cas, précipitez-vous au Club 88, François Castro vous y attend.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4036



HORIZONTALEMENT

1. La préfabrication y a considérablement réduit l'usage du mortier.
2. Noble personnage ou matière menant à la déchéance.
3. Religieux débâillé. Agit sous le manteau.
4. Complaine.
5. Premier terme d'une trinité médicale. Son émission peut être rétablie à la suite d'un sondage.
6. Déficit connu des pêcheurs de Calmar.
7. Indéfini.
8. Conjonction. On peut le rendre meilleur en changeant d'air.
9. VIII. Très incommode par la présence d'un collet monté.
10. IX. A trouvé en Mars plus fort que lui. Passage de raturage quand on a manqué son bac.
11. X. Travaillant à un niveau supérieur.

VERTICALEMENT

1. L'art de supporter l'infortune des autres.
2. Génératrice d'émis-

3. Son « coup » peut assommer quand il est répété. Cheville tordue.
4. On peut s'y rendre sans consulter la carte. Jeune forestier.
5. Note. Dépouillé de tout. Alimente le Pô.
6. Telle est l'ovule de la plupart des espèces. Scrutin.
7. Inspecte intimement des reines de beauté. Signe du temps.
8. Gobe ou difficile à avaler.
9. Grand d'Asie d'abord glacial. Le premier touché par les feux du ciel.

Solution du problème n° 4035

Horizontalement

1. Laveuse.
2. Erin. Argo.
3. Car. Pie.
4. Obéron. Le.
5. Ri. Artois.
6. Beauchamp.
7. CQ. Oasi.
8. VIII. Sean. Nice.
9. IX. Réposer.
10. X. Emu. Ur.
11. XI. Rusverie.

Verticalement

1. Le Corbusier.
2. Arabie. Mu.
3. Vire. Acaus.
4. En. Raugue.
5. Porc. Pur.
6. Saint-honoré.
7. Ere. Oasis.
8. Limace.
9. Robespierre.

GUY BROUTY.

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !

LES CAMBRIEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

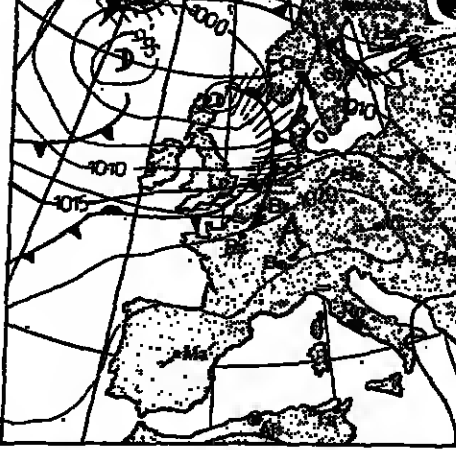
Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.

il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.

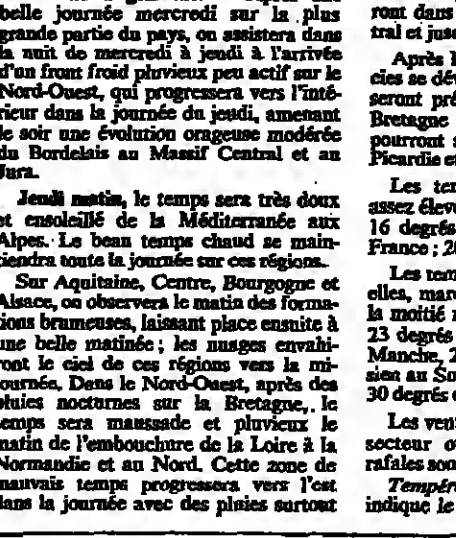
SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21-08-1985 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22.8.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 août à 0 heure et le jeudi 22 à midi.

Situation générale. — Après une belle journée mercredi sur la plus grande partie du pays, on assistera dans la nuit de mercredi à jeudi à l'arrivée d'un front froid pluvieux peu actif sur le Nord-Ouest, qui progressera vers l'intérieur dans la journée de jeudi, amenant le soir une évolution orageuse modérée du Bordelais au Massif Central et au Jura.

Jeudi matin, le temps sera très doux et ensoleillé de la Méditerranée aux Alpes. Le beau temps chaud se maintiendra toute la journée sur ces régions.

Sur Aquitaine, Centre, Bourgogne et Alsace, on observera le matin des formations brumeuses, laissant place ensuite à une belle matinée ; les nuages envahiront le ciel de ces régions vers la mi-journée. Dans le Nord-Ouest, après des pluies nocturnes sur la Bretagne, le temps sera massé et pluvieux ; le matin de l'embouchure de la Loire à la Normandie et au Nord. Cette zone de mauvais temps progressera vers l'est dans la journée avec des pluies surtout

marquées au nord de la Loire et touchera le soir les régions Aquitaine, Massif Central, Basses pyrénées et Nord-Est. En soirée, des orages locaux se produiront dans le Sud-Ouest, le Massif Central et jusqu'au Jura.

Après les pluies du matin, les éclaircies se développeront dans l'Ouest, elles seront prédominantes sur le sud de la Bretagne tandis que quelques averses pourront se produire du Centre à la Flandre et aux Flandres.

Les températures minimales seront assez élevées le matin de l'ordre de 14 à 16 degrés sur le nord et l'ouest de la France ; 20 à 22 degrés sur le sud.

Les températures maximales, quant à elles, marqueront une légère baisse sur la moitié nord-ouest de la France, 21 à 23 degrés en Bretagne et le long de la Manche, 24 à 26 degrés du Bassin parisien au Sud-ouest et dépasseront encore 30 degrés dans le Sud-Est.

Les vents seront en général faibles de secteur ouest dominant sauf fortes rafales sous les orages.

Températures (le premier chiffre indique le minimum enregistré dans la

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LE CARNET DU Monde

Mariages

— Sophie MEARY et Rémi CHAMPSEIX sont heureux de faire part de leur mariage, le 10 août 1985 à Mougins.

Château Saint-Barthélemy, 20, chemin du Clos d'Embertrand, 06250 Mougins.

Décès

— La famille et les proches amis nous prient d'annoncer le décès, survenu le 16 août 1985 dans sa quarante-huitième année, de

Patrice CARRARA, professeur à l'université Paul-Sabatier de Toulouse, ancien élève de l'Ecole normale supérieure (Rue d'Ulm) ancien membre du CEA (Saclay), ex-directeur de l'IREN (Aubignan).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques auront lieu le 22 août au Mayrac (Aveyron).

— M. et M^{me} Philippe Cornut et leur fille Florence ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice CIPRUT, née Gentile Basse, survenu le 19 août 1985 dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 22 août au cimetière parisien de Pantin à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Paul Peigné, Claudette et Henri Joannis, Frédéric, Céline, François, Marion Joannis ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Amy FLORE, survenue dans la paix du Seigneur le 17 août 1985 à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Le service religieux sera célébré le vendredi 23 août à 8 h 30 en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pantin, 10, rue de l'Association, Paris-16.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Loupiac (Lot).

M. Peigné, 17, rue Nicolo, 75016 Paris. M. et M^{me} Joannis, 100, rue de la Convention, 75015 Paris.

(Lire page 8.)

— M. et M^{me} Roger Toulon, née Simone Chantreux, Marie-Laure et Nathalie, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger TOULON, survenu le 17 août 1985 dans sa soixante-dixième année, à Bourges.

L'inhumation eut lieu le 20 août dans l'intimité familiale au cimetière de Moutouroux (92120).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue Ernest-Renan, 18000 Bourges.

— M. et M^{me} Henri Wajs, M. et M^{me} Gérard Wajs, et leurs enfants M^{me} Agnès et Françoise Wajs, M. et M^{me} Philippe Granier et leurs enfants, M. et M^{me} Robert de Groot, M. et M^{me} Jean-Louis de Groot, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Lechek WAJS, née Maïa Gorka, survenu le 20 août 1985 dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 août, à 16 heures à la porte principale du cimetière de Bagneux. Ni fleurs, ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Il y eut dix ans, Jean FABRE disparaissait dans l'Espionage.

Il y a quelques jours, la rue de son village natal, où il avait bâti sa maison, a été baptisée de son nom.

Pour tous ceux qui l'ont aimé, son souvenir est toujours vivant.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 août :

DES DÉCRETS

- Portant modification du décret du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de compétences en matière d'enseignement.
- Modifiant le décret du 12 juillet 1985 concernant l'octroi d'une prime aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière.

UN ARRÊTÉ

- Portant réaffectation d'un grand prix national de traduction.

DES DÉCISIONS

- Portant autorisation à des associations d'assurer un service local de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 AOÛT

• Les impressionnistes au musée du Jeu-de-Paume, 1 h 45, accueil du musée.

• Le Père-Lachaise du XIX^e siècle, 10 h 30, 10, avenue Père-Lachaise.

• Cent tombeaux de couples célèbres, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (W. de Lamoignon).

• Le Musée des arts décoratifs, 15 h 10, rue de Rivoli.

• Il y a trois cents ans, l'histoire des incurables et les dars de St-Maur, 15 h, entrée hôpital Lamoignon, 42, rue de Sévres.

• St-Julien-le-Pauvre et son quartier, 14 h 30, entrée libre.

• Le parc Georges-Basens (anciens habitants de Vaugirard et la Ruche), 15 h, angle rue des Minimes et rue Briancourt.

• La vie des étudiants du Moyen-Âge sur la Montagne Ste-Geneviève. Evocation des souterrains secrets de St-Etienne-du-Mont. Etrange histoire du Panthéon, 15 h, 4, rue des Carmes (L. Haullier).

• La Seine et ses ponts, 15 h, place du Châtelet devant la Raine (Paris autotour).

• Les hôtels de l'Île-de-France, 14 h 30, métro Pont-Marie.

• Le Marais, 14 h 30, église Hôtel-de-Ville (sortie Loban) sortie St-Paul.

• Le Marais illuminé, 1 h, parvis Hôtel-de-Ville devant poste.

BREF

VIE CULTURELLE

LE K'O SSEU, QU'EST-CE ? Créée en 1978 à l'initiative de M. Jacques Chirac, l'ADAC Association pour le développement de l'animation culturelle de Paris est

donnée pour but d'organiser à travers l'animation culturelle et de développer la vie artistique de la capitale. Actuellement il en existe quatre cents répartis dans les vingt arrondissements et regroupant soixante-dix disciplines différentes : astrologie, création d'automates, claquettes, travail du cuir, décoration florale française ou orientale (kebana) K'o Sseu (tapissier chinois), laque orientale contemporaine, peinture de rétrosculptures sur verre ou porcelaine, sculpture, mosaïque, vitraux, les fidèles, mais aussi, plus traditionnellement, chant, théâtre, gymnastique ou yoga.

On peut se procurer gratuitement la liste complète des activités par arrondissement aux bureaux de l'ADAC, 27, quai de la Tourneville, 75005 Paris. Tél. : (1) 326-13-54 ou la Maison des étudiants, terrasse Jules-Lévy (angle rue P. Lesort et rue Rambuteau), Paris 1^{er}. Tél. : (1) 233-45-54.

GUIDE

DE CHAUX ET DE PLATRE. — La délégation régionale de l'architecture et de l'environnement est conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Yvelines viennent, avec le concours de la préfecture de la région d'Ile-de-France, de réaliser une brochure sur les Enduits extérieurs au plâtre et chaux. Cette plaquette, illustrée de photos et de coupures, entend réhabiliter l'emploi des enduits à base de matériaux naturels (mortier adhésif de sable et de chaux) qui constituent pour les bâtiments une meilleure protection contre les intempéries. Elle intéressera plus particulièrement les architectes, entrepreneurs et élus locaux.

* Préfecture de la région d'Ile-de-France, 29, rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris. Tél. : (1) 550-32-12.

NATURE

ZOOTHOËQUE. — La librairie zootheque, spécialiste du livre animalier et vétérinaire, propose aux amis de la nature son catalogue 1985. Parmi les 1 500 ouvrages présentés, des livres sur les animaux familiers (chiens, chats, oiseaux, poissons d'aquarium), les chevaux, les petits élevages, l'écologie et le comportement animal.

* Librairie zootheque, 38, avenue du Général-de-Gaulle, 94700 Maisons-Alfort. Tél. : (1) 368-61-74. Envoi gratuit sur simple demande.

REPÈRES

Boiler : reprise à 8,48

Le pétrole a favorisé mercredi la reprise du marché des places. Le pétrole coté 8,48 \$ le baril, le dollar à 166,50 \$ le franc, le CDM à 100,50 \$ le franc.

Le marché des actions a été très calme. Les cours ont été peu affectés par les déclarations de M. Chirac sur la production de pétrole.

Le marché des obligations a été très calme. Les cours ont été peu affectés par les déclarations de M. Chirac sur la production de pétrole.

Charbonnages : légère baisse des réserves en 1984

Les réserves de charbon ont diminué de 1,2 % en 1984, passant de 10,2 à 10,1 milliards de tonnes.

Le charbon a été produit à hauteur de 10,2 milliards de tonnes, contre 10,1 milliards de tonnes consommées.

Le stock de charbon a été réapprovisionné à hauteur de 10,2 milliards de tonnes.

Le stock de charbon a été réapprovisionné à hauteur de 10,2 milliards de tonnes.

Investissements à l'étranger : progression très forte

Les investissements directs de la France à l'étranger ont progressé de 2,2 milliards de francs en 1984, passant de 10,2 à 12,4 milliards de francs.

Les investissements indirects ont progressé de 1,2 milliard de francs, passant de 10,2 à 11,4 milliards de francs.

Les investissements totaux ont progressé de 3,4 milliards de francs, passant de 20,4 à 23,8 milliards de francs.

Les investissements ont progressé de 3,4 milliards de francs, passant de 20,4 à 23,8 milliards de francs.

FAITS ET CHIFFRES

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

Elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France, elle a milité à l'extérieur de la France.

économie

REPÈRES

Dollar : reprise à 8,4850 F.

L'annonce d'une augmentation du PNB américain légèrement supérieure aux prévisions a favorisé, mercredi 21 août, une reprise du dollar sur toutes les grandes places financières internationales. La devise américaine a ainsi coté 8,4850 F. à Paris (contre 8,4410 F. la veille) et 2,7780 DM à Francfort (contre 2,7652).

Cependant, les affaires ont été très calmes dans l'ensemble. Les cambistes faisaient remarquer que le choc sur la situation économique outre-atlantique était maintenant d'un mois et demi en retard, la satisfaction procurée par ce signe d'un très lent redressement de l'expansion américaine a été fortement atténuée.

Charbonnages : légère amélioration des résultats en 1984

Charbonnages de France n'a perdu en 1984 que 13,7 millions de francs, contre 768,7 millions de 1983, après versement d'une aide publique de 8,852 milliards de francs, et sans tenir compte de Cdf-Chimie, dont les pertes nettes se sont élevées à 900 millions de francs. Avant toute aide de l'Etat, les pertes des bassins se sont élevées à 3,448 milliards de francs (4,2 % de moins que l'année précédente), la perte par tonne produite s'élevait à 189,7 F, un peu moins que l'année précédente (194,35 F), mais près de quatre fois plus qu'en 1981 (51,36 F).

L'amélioration des résultats consolidés de l'établissement central et des bassins s'explique par une hausse légère des rendements (+ 4,9 %), une amélioration des prix de vente (le chiffre d'affaires a progressé de 14,8 %, alors que la production a diminué de 1,8 %), une diminution des stocks (- 21,7 %), des investissements (- 27,6 %) et des affectés de 6 000 personnes (- 8,8 %).

Investissements à l'étranger : progression très forte du Japon

Les investissements directs du Japon à l'étranger ont atteint 10,2 milliards de dollars au cours de l'année financière 1984 (achevée en mars 1985) soit 2 milliards de plus qu'au cours de la période précédente (+ 20 %), indique un rapport du Ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). La progression la plus spectaculaire a été enregistrée en Europe, où ces investissements ont pratiquement doublé en un an, passant de 990 millions à 1,9 milliard de dollars.

Les implantations ou les prises de participation japonaises aux Etats-Unis et au Canada ont aussi nettement progressé, de 2,7 milliards à 3,5 milliards de dollars (+ 30 %). La progression a été la plus faible en Amérique latine, à 2,3 milliards contre 1,9 milliard précédemment. Une légère baisse a été notée en Asie, à 1,6 milliard contre 1,8 milliard. — (AFP).

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

OUGANDA

● Reprise des exportations de café. — Les exportations ougandaises de café, qui représentent plus de 93 % des revenus d'exportation du pays, ont repris après trois semaines d'interruption consécutives à un coup d'Etat qui a renversé le président Milton Obote, le 27 juillet dernier.

RFA

● Forte hausse du nombre des faillites. — Le nombre des faillites a augmenté de 12 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de 1984, s'élevant à 9377, indique l'Office fédéral des statistiques. En 1984, le nombre total des faillites avait atteint 16698, ce qui constituait un record absolu. Le secteur du bâtiment est le plus touché. Les sociétés immobilières, comptabilisées dans les services, ont également enregistré une importante hausse des faillites. — (AFP).

Social

● La CGT bloque l'accès de l'usine SKF. — Des militants CGT se sont opposés le mardi 20 août à l'entrée dans l'usine SKF d'Ivry (Val-de-Marne) d'un expert mandaté par le tribunal administratif de Paris pour préparer l'enlèvement de produits chimiques dangereux, parce que celui-ci était accompagné de représentants du groupe Minram, la direction, mise en demeure par le commissaire de la République du Val-de-Marne, d'évacuer des produits dangereux stockés dans un laboratoire, a fait appel au tribunal administratif. La CGT affirme négocier avec la préfecture pour faire enlever les produits en question.

● Occupation de l'usine Olida de Lyon. — Des salariés d'Olida (charcuterie) occupent depuis le 16 août l'usine de Lyon, à l'appel de la CGT. Ils protestent contre le projet de restructuration de l'entreprise prévoyant la fermeture de l'usine de Lyon, le transfert de ses activités en Bretagne et la suppression de 181 emplois. La CGT, majoritaire dans l'entreprise, veut rencontrer les représentants du groupe Minram, qui vient de racheter Olida, pour proposer la création d'un centre de recherche, l'aménagement de la production d'aliments sous conditionnement léger et la sortie de produits nouveaux.

● Quinze ans d'actes de la métallurgie CGT. — La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a invité ses syndicats à prendre pendant la première quinzaine de septembre dans les entreprises des « initiatives multiples : arrêts de travail, pétitions, motions, délégations auprès des directions, meetings d'information.

etc. Elle appelle ses syndicats et ses militants à se mobiliser rapidement autour de revendications immédiates et à constituer des « caillots de revendications ». Trois thèmes sont mis en avant par la FIM-CGT : le pouvoir d'achat, les libertés et les restructurations dans la navale, la sidérurgie et l'automobile.

● Le secrétaire de la section PCF de Reaumur Illecais. — M. Daniel Lacroix, secrétaire de la section du PCF de Reaumur, depuis 1980, a été licencié de 31 juillet sans indemnité, la direction de la firme ayant refusé de renouveler le contrat sans solde dont il avait bénéficié les quatre années précédentes. La lettre de licenciement précise aussi que M. Lacroix, « tenu à son poste en réserve », car il ne détenait pas le mandat syndical, a « commis des manquements graves à ses obligations » : visite de cent cinquante jeunes, chômeurs à Billancourt, remise de cartes du PCF dans une localité de la Région, prise de parole dans des réunions publiques, notamment. Pour celle-ci, il avait été condamné par le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) le 7 juin. L'immunité du 21 août, annule aussi des sanctions contre des militants CGT. Selon la Région, soul. M. Guy Rouget, secrétaire du comité d'entreprise, a été reçu le 20 août par la direction, accompagné par M. Fournier, délégué syndical central CGT, à propos de la visite de trois membres du bureau confédéral à Billancourt le 12 août, mais aucune sanction n'est envisagée contre lui.

AFFAIRES

PEPSI CONTRE COLA

La guerre du « coke »

Professionnels du marketing et fans de coke suivent avec la même passion le match qui oppose depuis quatre vingt-sept ans le favori Coca Cola à l'outsider Pepsi. Enjeu de la lutte : le marché des « soft-drinks » (boissons non alcoolisées), déclinant en 1984, selon la revue américaine Beverage World, à 37 % par Coca et à 21,2 % par Pepsi.

Devant la montée en force de son cadet (le bénéfice de Pepsi est passé à 179,8 millions de dollars au premier semestre 1985, soit une hausse de 29 % par rapport aux six premiers mois de 1984), Coca Cola, avec 337 millions de dollars de bénéfices (+ 6 %), avait joué la carte de la diversification. Il se retrouve maintenant bien occupé avec deux bébés sur les bras, le « New Coke » (plus sucré et moins amer) et le bon vieux « Classic Coke ». A tel point que Pepsi a été chargé, mardi 20 août, de faire de la promotion

CONJONCTURE

Aux Etats-Unis

La croissance est révisée en hausse

L'économie américaine a progressé de 2 % hors inflation en rythme annuel au deuxième trimestre, et non de 1 %, comme précédemment annoncé par le département du commerce. Cette révision avait été prévue par certains experts à la suite de celle, à la hausse également, de la production industrielle de mai et de juin. Cette fois, c'est une augmentation plus forte que prévue des stocks des entreprises qui a conduit à une réévaluation de la croissance de l'activité.

Toutefois, selon la même source, les profits des entreprises américaines, après impôts, ont encore baissé de 0,4 % au deuxième trimestre de cette année. La principale raison de la faiblesse persistante de l'économie est le niveau élevé du déficit du commerce extérieur, qui devrait atteindre 150 milliards de dollars cette année. A cet égard, l'important groupe patronal des industries de transformations affirme que le niveau élevé du dollar — responsable de la perte de compétitivité de l'industrie américaine — explique 50 % du tassement de la conjoncture aux Etats-Unis.

Au total, sur les six premiers mois, compte tenu de la croissance de 0,3 % au premier trimestre, le produit national brut américain (PNB) se serait donc accru de 1,1 % en rythme annuel. Il faudrait donc enregistrer un gain de 4,9 % au second semestre pour atteindre

l'objectif officiel de 3 % de croissance sur l'ensemble de l'année (+ 6,8 % en 1984).

Les experts privés tablent plutôt sur un taux de croissance de 2 % pour 1985. M. David Stockman, l'ancien directeur du budget, dans une interview récente au magazine américain Fortune, reste lui aussi pessimiste. Selon lui, le déficit budgétaire, que le président Reagan a été incapable de réduire cette année, constitue la plus grande menace sur la croissance. Ainsi, pour éviter une récession, la Réserve fédérale devrait, souligne-t-il, abaisser les taux d'intérêt. Or elle pourrait en être dissuadée afin de ne pas déconcerter les entrées de capitaux dont l'économie a besoin pour financer le déficit budgétaire, conclut M. Stockman.

Les incertitudes demeurent donc quant à l'avenir de la croissance américaine, alors même que varient les informations relatives aux performances passées de l'économie. Le chiffre de la croissance du PNB au premier trimestre a été révisé trois fois : 2,1 %, 1,3 %, 0,7 %, 0,3 %. Il y a déjà eu deux révisions pour le deuxième trimestre (une première estimation flash avait annoncé 3,1 % de croissance). Ces révisions, de la fréquence et du caractère déconcertant, témoignent de l'importance attachée à la moindre indication sur l'activité économique américaine, même incomplète.

En France

Quatre milliards de déficit extérieur

(Suite de la première page.)

Est-il besoin de souligner que chez notre principal partenaire commercial, l'Allemagne fédérale, la demande extérieure de biens d'équipement a été en hausse de 18,1 % depuis le début de l'année. Ainsi se trouve confirmée ce qu'écrivait l'OCDE il y a quelques jours : « Dans un contexte de concurrence internationale très vive, la détermination de l'inflation restera insuffisante pour empêcher une détérioration de la compétitivité extérieure vis-à-vis de ses partenaires les moins inflationnistes ».

Cette situation est d'autant moins rassurante que la reprise américaine s'essouffie (elle a baissé pendant les premiers mois de 1985 l'apparition d'un excédent commercial de la France à l'égard des Etats-Unis jamais observé jadis), que les industriels français auront du mal à profiter d'une reprise allemande tirée essentiellement par l'investissement, que le deuxième partenaire commercial de la France — l'Italie — vient par une dévaluation de sa monnaie de représenter une menace de compétitivité, qu'enfin l'économie est le plus mal placée des grands pays industrialisés pour le commerce avec la zone Asie-Pacifique, la plus dynamique du globe, une position que les problèmes actuels de la France dans le Pacifique ne permettront pas d'améliorer.

On ne saurait mésestimer les fruits de la rigueur sur l'inflation, la détermination des salaires, la reconstitution des marges des entreprises. Mais les échanges extérieurs ont été de contrainte qu'ils déterminent le degré de liberté dont dispose l'économie française pour sa croissance. Cette marge de manœuvre, l'OCDE rappelle qu'elle restait

« limitée et que la consolidation des progrès réalisés passe par la poursuite d'une politique de rigueur pendant une période encore prolongée ».

Au moins autant de rigueur que par le passé pour un pays qui a choisi l'orthodoxie prônée par l'OCDE et le FMI — ce qui risque de poser pour 1986 l'opportunité de prolonger l'allégement des impôts directs sur les ménages — et la nécessité de recouvrer une certaine compétitivité, — ce qui relancera le débat sur la position relative du franc et du mark dans le SME : il s'agit en fait d'un débat qui se pose bien des fois.

BRUNO DETHOMAS.

SOCIAL

M. MICHEL DELEBARRE

REPLIQUE

A M. EDMOND MAIRE

C'est politiquement que M. Michel Delebarre, ministre du travail, répond par un entretien au journal L'Express à l'article de M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFTD, que nous avons publié (le Monde du 20 août).

« Je ne crois pas qu'on puisse faire (...) à coup d'adjectifs un amalgame entre la gauche et la droite », déclare M. Delebarre. « Le problème est de savoir si la gauche et la droite accordent la même importance et la même place aux syndicats », poursuit-il, en ajoutant : « A la veille ou au lendemain d'élections, la gauche c'est la gauche, la droite c'est la droite. » « Je ne suis pas sûr de mettre sous le terme de rassemblement la même sous-entendu qu'Edmond Maire », continue le ministre du travail, pour qui le rassemblement est la réunion « autour du Parti socialiste » des hommes et des femmes « de gauche syndicale et du monde associatif » pour faire avancer les idées de progrès et de modernisation.

D'accord avec M. Maire pour regretter que « le débat public (...) ait tendance à se focaliser trop sur des problèmes de réforme électorale », M. Delebarre insiste : « Je crois que l'enjeu essentiel de ces élections est de savoir si, en même temps qu'on modernise la France, on est capable de moderniser la société française en empêchant les phénomènes d'excclusion sociale. » Retrouvant ses préoccupations de ministre du travail, il affirme qu'« il n'y a pas de modernisation de l'économie s'il n'y a pas de modernisation des rapports sociaux ».

Grève du soixante-douze heures des équipages de groupe Worms. — L'intersyndicale CGT, CFTD et CGC des marins et officiers, réunie au Havre, le 20 août, a lancé un appel à la grève de soixante-douze heures à tous les équipages des navires du groupe Worms. Par cette action, les organisations syndicales entendent s'opposer à « une opération de démantèlement de la flotte marchande et de démolition du statut social des marins ». Quatre navires du groupe Worms sur trente-huit sont récemment passés sous pavillon de complaisance. Un cinquième doit faire l'objet d'une mesure similaire.

En Grande-Bretagne

Prévisions pessimistes pour 1986

« Une longue période d'expansion soutenue, bien que modérée, pourrait toucher à son terme », indique dans sa revue trimestrielle l'Institut national de recherche économique et sociale, organisme privé de prévisions. L'Institut prévoit une nette réduction du taux de croissance de l'économie britannique, soit 1,4 % seulement en 1986 contre 3,6 % cette année, avec notamment un ralentissement des exportations et de l'investissement. La production de l'industrie manufacturière pourrait même diminuer de 0,1 %, après une progression de 1,8 % en 1985.

Cependant le taux d'inflation annuel devrait s'abaisser à 5,5 % à la fin de cette année, puis tomber à 3,5 % à la fin de 1986, estime l'Institut. Mais la croissance des salaires sera à peine ralentie : de 7 % cette année à 6,5 % à la fin

1986. Il en résultera une nette augmentation du pouvoir d'achat des salariés actifs (+ 2,4 % en 1986, selon l'Institut) ; mais le nombre de chômeurs adultes (à l'exclusion des jeunes non inscrits comme demandeurs d'emploi) continuera à croître, de 3 220 000 personnes en 1985 à 3 310 000 l'an prochain. — (AFP).

● Baisse des taux d'intérêt en RFA. — Les trois plus grandes banques privées d'Allemagne fédérale (Deutsche Bank, Commerzbank et Dresdner Bank) ont annoncé, simultanément, le 20 août, une baisse de 0,75 % de leur taux d'intérêt pour la clientèle privée, répercutant ainsi la diminution d'un demi-point des taux directeurs décidée, le 15 août dernier, par la Bundesbank. Les taux d'intérêt annuels sur les découverts des comptes particuliers passent ainsi de 10,25 % à 9,50 % pour la Deutsche Bank et de 10,50 % à 9,75 % pour les deux autres établissements.

ENTREPRISES

Surcapacités d'éthylène :

Exxon ferme son vapocraqueur de Cologne

Esso Chemie, filiale allemande du groupe pétrolier américain Exxon, arrêtera, à la fin de cette année, son vapocraqueur de Cologne, d'une capacité en éthylène (produit de base de toute la chimie organique) de 450 000 tonnes/an. Pour justifier sa décision, la compagnie pétrolière s'abrite derrière les surcapacités européennes évaluées à 1,2 million de t/an (8,5 % d'une production légèrement supérieure à 14 millions de tonnes en 1984, dont 11,9 millions pour la seule CEE), ce qui l'aurait amenée, en début d'année, à céder son vapocraqueur suédois de Stenungsund (350 000 t/an) à la compagnie norvégienne Statoil.

En fait, Exxon cherche à privilégier la nouvelle unité écossaise (500 000 t/an d'éthylène) construite à Mossburn, dont le groupe se partage la propriété avec Shell et qui sera mise en route en septembre prochain, et surtout à se dégager d'une activité dans la chimie lourde devenue peu rentable. Cependant, un risque de pénurie (provoquée) se profile à l'horizon. L'accident survenu dans la nuit du 18 au 20 mai dernier au vapocraqueur d'Enichem (groupe d'Etat italien), à Priolo (Sicile), le plus grand du monde (600 000 t/an), avait, en effet, dévasté une bonne partie des installations et privé les chimistes italiens de 200 000 tonnes d'éthylène. La reconstruction ne sera pas achevée avant l'été 1986 et, avec les inévitables essais de démarrage, l'unité ne sera pas opérationnelle avant longtemps. Exxon a, d'autre part, décidé de fermer sa raffinerie de Hambourg qui ne tournait qu'à 61 % de sa capacité (5,5 millions de t/an de pétrole).

Poclain Hydraulics

définitivement repris

par M. Bataille

Poclain, spécialiste français de la pelle hydraulique, dont l'actionnaire principal est le groupe américain Case-Tannaco, a définitivement vendu sa filiale Poclain Hydraulics. L'accord a été signé le 13 août avec un groupe d'actionnaires dirigé par l'ancien président du conseil de surveillance de Poclain, M. Pierre Bataille (le Monde du 12 avril 1985).

Il inclut l'unité de Verberie (Oise) et les filiales commerciales de Poclain Hydraulics. La cession de cette dernière, qui emploie 600 personnes pour un chiffre d'affaires de 425 millions de francs, fait partie du plan de restructuration de Poclain, confronté depuis plusieurs années à des difficultés financières. Le premier représentant envisagé, l'américain Vickers, avait finalement été écarté, une solution française ayant été jugée préférable. Le groupe d'actionnaires comprend, aux côtés de l'IDI (Institut de développement industriel), de la BIMP (Banque industrielle et mobilière privée) et de la banque Nauffitz-Schlumberger-Mallet, l'allemand Bomag, spécialisé dans le matériel pour travaux publics. Bomag, filiale d'AMCA — fabricant français d'équipements automobiles (châssis à neige, ceintures de sécurité), lui-même filiale de la Compagnie générale des voitures à Paris — était déjà un client important de Poclain Hydraulics.

Utah International

prend le contrôle

de la mine de cuivre

chilienne Escondida

La société américaine Utah International, filiale du groupe australien Broken Hill, a racheté à Taseco la participation de 50 % détenue par cette dernière dans la mine de cuivre d'Escondida, située dans le

nord du Chili. Cette mine avait été découverte en 1981 par une société commune créée par Utah International (qui en détenait la moitié) et par Getty, laquelle avait cédé ses parts à Taseco en 1984. La réalisation effective de cet accord dépend toutefois de l'approbation des autorités gouvernementales concernées, et précède Taseco, sans révéler les modalités exactes de l'opération financière. — (AFP).

M. Carl Icahn

devrait prendre

le contrôle de TWA

Le financier new-yorkais Carl Icahn, semble avoir désormais remporté le bataille qui l'opposait à Texas Air pour le contrôle de TWA. Les dirigeants de la compagnie aérienne américaine ont, en effet, rejeté, le 20 août, les propositions de Texas Air (vente séparée des liaisons transatlantiques et émission d'actions préférentielles) destinées à empêcher M. Icahn de prendre plus que les 45,5 % des actions de TWA qu'il possède déjà. Ce refus signifie un changement de position des dirigeants jusqu'ici alliés à Texas Air. Ils se rallient désormais aux propositions de M. Icahn.

Entreprise Oil

lance une OPA

sur Saxon Oil

La compagnie pétrolière britannique Enterprise Oil, privatisée l'été dernier par le gouvernement Thatcher, a lancé, le 20 août, une offre publique d'achat sur Saxon Oil, autre petite compagnie pétrolière possédant divers intérêts en mer du Nord. L'offre se monte à 540 pence par action, soit au total 121 millions de livres sterling. Enterprise Oil, dans laquelle Rio Tinto Zinc détient un intérêt de près de 30 %, avait auparavant procédé à des achats en Bourse qui lui ont déjà permis d'accumuler 14,81 % du capital actions de Saxon.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- DÉBATS**
2. GUERRE ET PAIX : « Pacifique sud-ouest : un nouveau théâtre ? », par Georges Ordonnaud ; « Vive l'UEO, messieurs ! », par Lucien Pignat.
- ÉTRANGER**
3. PROCHE-ORIENT
- ÉGYPTÉ : les autorités disposent de peu d'informations sur les assassinats du diplomate israélien.
3. AFRIQUE
- Tension croissante entre Tunisie et Tripoli.
4. AMÉRIQUES
4. ASIE
5. EUROPE
5. DIPLOMATIE
- POLITIQUE**
6. L'affaire du Rainbow Warrior et ses prolongements.
- ARTS ET SPECTACLES**
7. Un entretien avec le photographe Josef Koudelka.
8. Rétrospective Boris Barnet à Locarno.
9. Jérôme Savary met en scène la Femme du boulanger au Théâtre Mogador.
10. Sélection.
- Programmes des expositions.
- SOCIÉTÉ**
13. MÉDECINE.
- SCIENCES.
- SPORTS.
- ÉCONOMIE**
15. CONJONCTURE : aux États-Unis, la croissance est revue en hausse ; en Grande-Bretagne, prévisions pessimistes pour 1986.
16. CONSOMMATION.
- RADIO-TÉLÉVISION (12) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :**
- Jeu ; Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.
- Annouces classées (16) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (11-12) ; Marchés financiers (17).

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 :

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100,3 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MERCREDI 21 AOÛT

« Le Monde » reçoit

PATRICE CLAUDE

correspondant du « Monde » à New-Delhi

avec JEAN-MARIE DUPONT

JEUDI 22 AOÛT

PAUL MELEN

directeur du comité national d'information chasse-nature

avec CLAUDE LAMOTTE

Le numéro du « Monde » daté 21 août 1985 a été tiré à 407 001 exemplaires

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TOURNÉE FOREST HILL

Paris d'Orléans, Ivry, Aubervilliers, La Défense, Fontenay-s/Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS

2 à 30 par jour durant 1 semaine

734-36-36

CLASSE PRÉPARATOIRE MÉDECINE ou PHARMACIE

A temps complet, d'octobre à juin

le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR

enseignement supérieur privé

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.08.19

LE DÉBAT SUR L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le nouveau projet de loi est définitivement adopté

La nouvelle délibération de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie a pris fin, mardi soir 20 août, à l'Assemblée nationale, qui a rétabli le texte dans la version qu'elle avait approuvée dans la nuit du 12 au 13 août (le Monde du 14 août). Version qui était identique à celle votée également en dernière lecture par la majorité socialiste de l'Assemblée nationale le 26 juillet dernier à une exception près. Cette dernière concerne la correction du nombre de sièges pour la région de Nouméa qu'avait imposée au législateur le Conseil constitutionnel dans sa décision du 8 août.

Cette nouvelle délibération de la loi n'a pas rapproché les points de vue. La majorité socialiste a suivi le gouvernement, qui proposait de réajuster la représentation de la région de Nouméa en la faisant passer de 18

à 21 sièges. L'opposition a jugé ce correctif insuffisant et revendiqué sans succès le nombre de 25. La commission mixte paritaire chargée de rechercher un compromis entre l'Assemblée nationale et le Sénat a échoué, comme elle avait échoué en juillet dernier.

Après ce constat de désaccord établi mardi en fin de matinée, l'Assemblée nationale s'est livrée l'après-midi à un remaniement de ses précédentes discussions : M. Michel Debré a défendu sans succès une exception d'irrecevabilité repoussée par 318 voix contre 160. L'ancien premier ministre, défendant la thèse de l'inconstitutionnalité de la procédure choisie par le président de la République, a contesté le recours à l'article 10. Accepter que le chef de l'État saisisse le Parlement après une

invalidation décidée par le Conseil constitutionnel, « c'est admettre, a-t-il expliqué, qu'une décision du Conseil constitutionnel soit seulement un élément de la décision du président de la République, et non un jugement catégorique ».

Il a ajouté : « L'article 10 précise que le président « peut » demander une nouvelle délibération. Le président laisse au gouvernement le soin de présenter un amendement destiné à rendre le texte conforme à la décision du Conseil. Mais si le gouvernement ne défendait pas cet amendement ? Si les Assemblées ne l'acceptaient pas ? Ce serait alors permettre au pouvoir de désobéir à la chose jugée, c'est-à-dire à la Constitution. Voilà qui dépasse largement une affaire de procédure ! »

A. Ch.

Le Conseil constitutionnel va trancher la controverse sur l'utilisation de l'article 10

Cent députés et cent quatre-vingt-douze sénateurs ont défilé, mardi 20 août en fin de soirée, au Conseil constitutionnel la loi modifiée sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie qui venait d'être définitivement adoptée par l'Assemblée nationale (1). Députés et sénateurs ont soumis au Conseil constitutionnel deux recours rédigés en termes identiques, conformément à l'attitude définie après l'entretien téléphonique qu'ont eu, le lundi 19 août, MM. Alain Pöcher, président du Sénat, et Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République et député du Puy-de-Dôme.

Les deux recours similaires soulèvent deux moyens. Le premier concerne la procédure suivie pour le nouvel examen de la loi, et donc l'ensemble du texte. Le second revient sur l'article 4 (deuxième alinéa) de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, dont les dispositions initiales avaient été annulées le 8 août par le Conseil constitutionnel à la suite de deux recours de l'opposition (le Monde du 10 août). Ce second moyen vise à une nouvelle annulation de ces dispositions.

A propos de la procédure utilisée, les signataires, représentant les termes de la controverse qui a pris naissance le 12 août à l'Assemblée nationale, dénoncent l'utilisation de l'article 10 de la Constitution, et non de l'article 23 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel.

Les recours affirment que, conformément à cette dernière disposition, et à elle seule, le président de la République devait :

— « Ou bien [...] promulguer la loi à l'exception de la disposition déclarée contraire à la Constitution, quitte à faire déposer par la suite par le premier ministre un nouveau projet de loi ne comportant que la disposition manquante mais dans une rédaction nouvelle, cette fois conforme à la Constitution. »

— « Ou bien [...] demander aux Chambres une nouvelle mais unique lecture en vue d'insérer en lieu et place de la disposition censurée par le Conseil constitutionnel — et qui, de ce fait, est réputée inexistante — une disposition nouvelle cette fois conforme à la Constitution. »

Ainsi, soulignent les recours, l'article 23 de la loi organique ouvre au chef de l'État « une faculté de rectification » mais qui suppose, « à l'issue d'une nouvelle et unique lecture, l'accord des deux Chambres composant le Parlement. Si cet accord des deux Chambres n'est pas, alors, réalisé, l'utilisation de l'article 23 n'entraîne pas pour autant de blocage puisque le président de la République peut alors demander au premier ministre de présenter un nouveau projet de loi ».

En revanche, l'utilisation par le chef de l'État de l'article 10 de la Constitution est caractérisée par les signataires de ces recours comme un « détournement de procédure caractérisé ». Pour eux, le président de la République a la faculté, en vertu de cet article, « non pas d'intervenir dans la procédure parlementaire, mais seulement d'inviter le Parlement, par un acte solennel, à reconsidérer une loi sur laquelle le président de la République a une opinion défavorable ».

Aux yeux des signataires, l'usage de l'article 10 a eu deux fins : « échapper aux contraintes de la

procédure normale » (avis du Conseil d'État, délibération au conseil des ministres et consultation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie) à quoi est abouti in fine le recours à l'article 23 et permettre à l'Assemblée nationale d'éviter le dernier mot.

An demeurant, soulignent les recours, cette procédure a eu pour conséquence de soumettre au Parlement le texte complet de la première version de la loi « y compris l'alinéa 2 de l'article 4, bien qu'il ait été déclaré [...] contraire à la Constitution ». Ce qui constituerait une violation de l'article 62 de la Constitution : les décisions du Conseil constitutionnel « s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ».

Quant à l'article 4 (paragraphe 2) de la loi (le nombre des sièges dans les différents conseils de région), les recours affirment que le gouvernement, bien loin d'avoir procédé à une analyse de la décision d'annulation du Conseil constitutionnel, s'est contenté d'apporter une modification ponctuelle à « l'énoncé des nombres » de sièges des conseils de région (21 au lieu de 18 pour la région Sud).

La moyenne d'habitants par siège n'est pas modifiée dans trois régions, observent les recours : 2 215 pour les îles Loyauté, 2 390 pour la région Nord, 2 583 pour la région Centre. Pour la région Sud (Nouméa), elle passe de 4 728 à 4 052 habitants. Dans ce dernier cas, le quotient démographique « est encore de 82 % supérieur au quotient démographique de la région des îles Loyauté, ce qui excède, à l'évidence, la « mesure limitée » qu'exige le Conseil constitutionnel ».

MICHEL KAJMAN.

(1) M. Alain Pöcher est le premier signataire du texte des sénateurs. M. Valéry Giscard d'Estaing figure en tête de la liste des députés, mais sa signature est apposée sur une lettre individuelle, et non sur un document collectif. Le recours des députés est signé par 31 UDF et 69 RPR. Tous les anciens premiers ministres de la V^e République avaient l'élection de M. Mitterrand l'ont paraphé, à l'exception de M. Raymond Barre.

ÉLECTIONS RÉGIONALES LE 29 SEPTEMBRE OU LE 6 OCTOBRE

M. Edgar Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a déclaré mercredi 21 août à France-Inter que les élections régionales pourraient être organisées dans le territoire « soit le 29 septembre, soit le 6 octobre », sans « difficultés aujourd'hui imprévisibles ».

LA DISPARITION DE L'EXPÉDITION DE PHILIPPE DE DIEULEVEULT

Un corps non identifié a été repêché dans le bas Zaïre

Kinshasa (AFP). — Le corps retrouvé, lundi 19 août à Boma, flottait dans le bas Zaïre, serait bien celui d'un des membres de l'expédition de Philippe de Dieuleveult, vedette de l'expédition « La Chasse au trésor », et qui a disparu depuis le 7 août à proximité des rapides d'Inga (le Monde du 13 août). Le cadavre défilait à l'avant d'un petit bateau à moteur à l'ancre pendant que plus d'une dizaine de personnes commencent à Kinshasa.

MM. LÉOTARD, CHINAUD ET MÉDECIN CONSUEVÉS A THIO

« C'est la Kanakie, pas la France »

Arrivés mardi 20 août à Nouméa pour une visite de quatre jours en Nouvelle-Calédonie, trois personnalités de l'opposition — MM. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, Roger Chénouard, député européen, et Jacques Médecin (RPR), maire de Nice — ont été accueillies sans aménité à Thio, ville minière contrôlée par les FLNKS. Les voitures de leur cortège ont été attaquées par des jets de pierres.

De notre envoyé spécial.

Thio. — Fièrement campé sur la route de la tribu de Thio-Mission, endurant la boucle de son ceinturon doré gravée à ses initiales, M. Jacques Médecin, maire de Nice, député RPR, tente péniblement d'engager le dialogue avec les Kanaks.

« Foutez le camp ! Vous nous avez saisi à la tête en disant qu'on était tous des violents », lui lance un des frères Moindou, le « tribu terrible » de Thio. « Mais la tribu, ce n'est pas nous ! réplique M. J.M. » plus « J.M. » que jamais. Ce sont les socialistes. C'est vrai qu'à la tête vous en avez trop ramassés !

— Oui, mais vous, vous êtes pire qu'eux !

— Ah non ! Nous, on est plus gentils ! On est là pour vous aider, discuter avec vous !

— Ici, c'est la Kanakie, pas la France », réplique le Kanak. Et à l'adresse du conseiller municipal canak ent-entendiste, pourtant cousin des Moindou, qui s'est aviné à véhiculer vers la tribu la dégradation de l'opposition : « Toi, tu n'es plus rien à faire ici. Le jour où on te chassera tout seul... » Fin de l'échange.

« Bon, allez, on y va tranquillement », propose M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui s'est tenu prudemment en retrait durant toute la discussion. Et d'ajouter pour les journalistes : « Nous sommes venus dans un esprit de dialogue, mais ce n'était pas le cas de tout le monde. » « Ces gars-là, ils n'ont rien à proposer », lance, dépité, M. Médecin.

Trois membres de la délégation, M. Roger Chénouard, maire du dix-huitième arrondissement, poussent force soupir. Le trio des maires de l'opposition ne se tirera cependant pas à si bon compte de cette expédition aventureuse. Excités, les jeunes Kanaks ne laissent pas repartir le cortège sans « caillasse » une demi-douzaine de projectiles blessant légèrement le conducteur du cabinet du maire de Nice et quelques journalistes.

« Mais enfin, demande M. Léotard au capitaine de gendarmerie, lors du retour du cortège à la mairie, pourquoi n'avez-vous pas l'ordre de nous protéger ? »

— Eh bien, j'avais mission de suivre votre itinéraire... ouais... »

— Ce n'est pas la faute de la gendarmerie, coupe encore M. Médecin. Et s'adressant au capitaine qui n'en demande pas tant : « Moi, je suis prêt à vous défendre devant tous les tribunaux de l'histoire. Mais prenez patience, dans six mois, nous sommes de retour au pouvoir. »

Un bon début

La séjournée calédonienne du trio avait pourtant mieux commencé. On s'apprêtait à célébrer festivement le jumelage de Nice avec Nouméa et de Fréjus avec la petite commune voisine de Dumbéa. A Bouri, capitale des éleveurs calédoniens, le matin même, les trois maires et leurs hôtes avaient échangé autour d'un méchoui ces solennelles promesses tricolores que l'on ne se laisse pas de prononcer ni d'entendre.

Il fallait pourtant gâcher cette parodie de campagne et faire le croquet par la ville minière contrôlée par les FLNKS. Pourquoi ? Pour administrer une fois de plus la preuve que la protection des biens et des personnes n'est pas assurée, devait rappeler M. Léotard dans la salle de la mairie, devant une demi-douzaine d'habitants de Thio, dont deux de la campagne des prochaines élections régionales, qui devraient s'ouvrir dans quelques semaines.

En vingt-quatre heures, M. Léotard n'a pas manqué une occasion d'appeler de ses vœux ces élections, rappelant que « seuls une cinquantaine de pays dans le monde savent ce qu'est une élection libre, une urne, un isolement ». Pour le secrétaire général du PR, il s'agit ainsi d'autrui de tenter de couper court aux velléités de boycottage du prochain scrutin qui s'exprime ça et là dans certaines franges du RPR de l'extrême droite calédonienne.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

AIR FRANCE VA CONTRÔLER SES BOEING-747

A la suite de l'accident de la Japan Air Lines (JAL), qui a fait cinq cent vingt victimes le 12 août, la compagnie Air France, après plusieurs autres, a annoncé, le 20 août, qu'elle allait procéder « par anticipation à des inspections spécifiques de ses Boeing-747 ». Ces mesures, qui concerneront les zones pressurisées de l'appareil, de la cloison pressurisée et la fixation de la dérive du fuselage — sont prises « à titre de précaution supplémentaire et bien qu'aucun défaut n'ait été constaté dans la zone arrière des Boeing-747 de la compagnie », précise Air France.

Pendant ce temps, la polémique se poursuit entre la JAL et le constructeur Boeing sur les causes exactes de l'accident. Le ministre japonais des transports a par ailleurs décidé de contrôler les conditions d'entretien des appareils de la JAL — dont 35 % du capital appartient à l'État. L'annonce a été faite le 20 août en Parlement japonais par un responsable du ministère.

LE CONTRÔLE A LA VENTE DES VOITURES D'OCCESSION SERA OBLIGATOIRE DÈS SEPTEMBRE

Dès septembre, particuliers et professionnels de l'automobile qui vendront une voiture âgée de plus de cinq ans devront la soumettre à un contrôle technique et en communiquer les résultats à l'acheteur. Ce contrôle aura besoin de l'attestation délivrée au vendeur pour faire établir la nouvelle carte grise.

Ces contrôles devront obligatoirement être effectués auprès de « centres agréés » — des garages équipés du matériel nécessaire, et qui, s'ils ont une activité de vente, ne pourront en aucun cas « autocertifier » les voitures qu'ils vendront eux-mêmes. Il existe actuellement un peu plus de cinq cents de ces centres. Il en faudra mille. Il faut espérer que les pouvoirs publics se montreront vigilants quant à la qualité du travail exigé pour obtenir l'agrément. Que choisir ? la revue mensuelle de l'Union fédérale des consommateurs, jugeait « peu fiables » ceux qu'elle avait testés (numéro de janvier 1984).

Il s'agit incontestablement d'un premier pas vers l'assainissement du parc automobile français. Il paraîtra bien timide à ceux qui inquiètent l'état d'entretien de certaines automobiles.

La France a pris à cet égard un retard considérable par rapport à d'autres pays européens. En Suède, pour ne citer que cet exemple, le contrôle doit être régulier et se traduit par l'apposition d'une vignette sur le pare-brise, sans laquelle le véhicule n'a pas l'autorisation de rouler.

Dans le système qui va se mettre en place en France — le décret devrait paraître ces jours-ci — l'acheteur connaîtra certes les résultats du contrôle, mais il restera seul juge de la gravité du diagnostic. C'est à ses risques et périls que le futur propriétaire de la voiture devra apprécier si elle est ou non dangereuse, car les centres n'auront pas autorisé pour la faire et retirer le véhicule de la circulation.

Les réparations jugées nécessaires ne seront pas davantage obligatoires. Pour en venir là, il faudra attendre qu'une « norme » soit mise au point par les services de l'AFNOR (Association française de normalisation), qui « hiérarchisera » les normes de contrôle. Il faudrait un an pour que ce texte soit prêt.

J. D.

L'UN DES PÈRES DE LA POLITIQUE PÉTROLIÈRE FRANÇAISE DISPARAIT

Paul Moch : le troisième « bouddha »

Paul Moch, ingénieur en chef des mines, est mort, le lundi 19 août, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Avec lui disparaît l'un des trois hommes qui, pendant trente ans, ont fait de la politique pétrolière de la France, créés Eli-Aquitaine, découvrent le gisement de Lacq et deux provinces pétrolières de niveau mondial : le Gabon et l'Algérie.

Moins connu que ses deux collègues, MM. Pierre Guillaumat et Jean Blancart, Paul Moch était le troisième homme du « trio de cordons », surnommé « les trois bouddhas » par Pierre Pélissier et Jean-Pierre Sériat dans leur livre les Enjeux de la République, qui de la Libération jusqu'en 1977 — a régné en maître sur l'ensemble du secteur pétrolier de l'État.

Né le 8 février 1908 à Neuilly-sur-Seine (Seine), Paul Moch, polytechnicien, ingénieur au corps des mines, montre dès ses débuts une intuition redoutable. Dès février 1934, ingénieur à Constantine, il

rédige un rapport pour prôner le développement des recherches pétrolières au Sahara, des chiffres, vingt ans plus tard, se révéleront miraculeusement exacts.

« Fiancé égaré dans les sciences exactes », comme il se définit lui-même, qualité de révélateur par ses pairs et considéré comme socialiste parce que, en 1937, il est ami de Paul Ramadier, alors sous-secrétaire d'État aux mines, il est à la Libération l'un des pères du BRP, le Bureau de recherches de pétrole, qui sera à l'origine du groupe Elf et de toutes les grandes découvertes pétrolières françaises des années 50 et 60.

Inventeur du prêt participatif pour permettre à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA), filiale privée du BRP, de disposer des fonds qui lui permettront de découvrir Lacq en 1956, il est, de 1945 à 1965, président de la RAP (Régie autonome des pétroles) et vice-président du BRP.

Il participe, en tant que président de la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS), filiale de la RAP, à l'aventure algérienne, et est l'un des premiers à prévoir l'indépendance. En 1960, il est également l'un des fondateurs de l'UGP (Union générale des pétroles) qui vend le pétrole des sociétés pétrolières publiques et s'oppose aux Majors. Cinq ans plus tard, il participe à la création de l'ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières, né de la fusion du BRP, de la RAP et de l'UGP) et occupe du groupe Elf-Aquitaine. Vice-président du groupe, chargé du raffinage et de la distribution en 1965, il reste jusqu'à son départ à la retraite, en 1973, le second de Pierre Guillaumat, chargé notamment des négociations délicates, en France comme à l'étranger. De 1959 à 1974, il est également membre du Conseil économique et social où il représente les entreprises nationalisées.

V. M.

مكتبات الأصل